



Invest Guinea-USA Culture, sport et jeunesse au centre des débats

Page 6



Document La situation actuelle de l'agriculture européenne

Page 5

le populaire

édition internationale

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°1048 • LUNDI 7 SEPTEMBRE 2025 • 3000 FG • www.lepopulaireguinee.com • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: +224 655 404 294

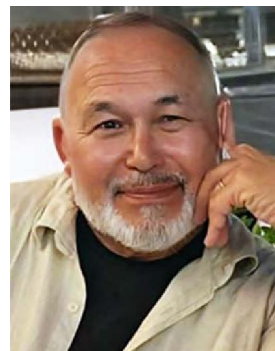
Vite dit ... En Gambie, le rendez-vous des urnes

Page 4



Page noire Hommage au journaliste Top Sylla

Pages 2&3



Chronique C'est la rentrée !

Daniel Couriol décortique ce rituel éphémère et nous invite à saisir cette parenthèse comme un acte d'audace ... **Page 8**

Société

Bilan alourdi
à 36 morts à
la décharge de
Dar-es-Salam



Ultime hommage aux victimes

Dans un climat de vive émotion et de recueillement collectif, un dernier hommage national a été rendu, le vendredi 4 septembre 2026, aux 36 personnes touchées par le drame, incluant notamment 17 ressortissants sierra-léonais, qui ont perdu la vie lors du tragique éboulement de la décharge d'ordures de Dar-es-Salam à Conakry. **Page 4**



Sény Condé s'engage pour la Guinée

Page 7



La Guinée prend la tête de la PRA-UEMOA

Le président de la HAC, Boubacar Yacine Diallo, élu à la tête de la Plateforme des régulateurs de l'audio-visuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée. **Page 6**



Industrialiser la musique guinéenne

au-delà de la redistribution,
construire un écosystème

Rico Moïse interpelle décideurs, acteurs du secteur et nouveaux parlementaires à cesser de confondre célébration du passé et structuration de l'avenir. **Pages 10,11&12**

Confidences PUBLIQUES

Nommé ambassadeur, Ibrahima N'Daïry Diallo fixe ses priorités à Washington

Nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Guinée aux États-Unis le 5 septembre 2026, Ibrahima N'Daïry Diallo a exprimé sa profonde gratitude envers le président Mamadi Doumbouya, le Premier ministre Amadou Oury Bah et le ministre des Affaires étrangères, Dr Morissanda Kouyaté. Ancien ministre conseiller et chargé d'affaires a.i., le diplomate aborde ses fonctions avec détermination. Sa feuille de route vise à consolider le partenariat guinéo-américain et soutenir la diaspora, levier clé du développement national. Assurant répondre à cette confiance par un travail rigoureux, le diplomate a déclaré : « *Ma mission sera claire : défendre les intérêts de la Guinée, porter sa voix avec dignité et renforcer un partenariat guinéo-américain à la hauteur des ambitions de notre pays.* »

Présidence Doumbouya : le pari réussi de la croissance

Cinq ans après l'avènement de la transition en septembre 2021 et sa confirmation à la tête du pays lors de l'élection présidentielle de 2025 avec 86,72 % des suffrages, le bilan du président Mamadi Doumbouya est positif et se lit dans la trajectoire économique en pleine expansion et portée par une gestion ambitieuse des ressources naturelles. Sous son leadership, la Guinée connaît une accélération remarquable de sa croissance. Selon les projections du FMI, l'économie affiche une dynamique solide avec un taux de croissance estimé à 7,1 % en 2025, devant atteindre 8,7 % en 2026.

Libre Tribune/Hommage au journaliste Top Sylla

Une encyclopédie vient de disparaître !

Ce vendredi 4 septembre 2026, notre pays a perdu l'un de ses plus grands esprits. **Abdoulaye Top Sylla**, poète de la plume journalistique formé au CESTI de Dakar, discret, libre et caustique, est parti. Il refusait les honneurs, fuyait la lumière et cultivait la discrétion comme un art. Pour ceux qui l'ont connu, il était « *l'institution* ». Un repère. Une encyclopédie vivante dont chaque texte était un chef-d'œuvre. Lisez l'hommage que lui rend le journaliste, ancien ministre et écrivain **Tibou Kamara** !

Jusqu'à preuve du contraire, on s'attend à mourir, bien sûr, mais on ne peut se préparer à cette fatalité, parce que d'abord on espère vivre le plus longtemps possible, ensuite, l'on est tenté d'envisager l'immortalité.

« *Jusqu'à preuve du contraire* », on ne sait pas à quoi pourrait ressembler sa propre mort, ni ne saurait prévoir ce que l'on ressent à cet instant précis du rappel à Dieu. L'on n'a aucune chance de pouvoir expliquer et raconter aux autres une aventure, sans issue ni recours. Cependant, la disparition d'êtres proches et chers est une douleur connue de tous, une épreuve terrible pour chacun dont on ne se relève pas souvent.

« *Jusqu'à preuve du contraire* », personne ne sait où se trouve désormais Abdoulaye Top Sylla ni n'est en mesure de deviner

ce qu'il pourrait endurer comme souffrances de se retrouver coupé du monde et privé des siens, dans un mouvement brusque, à la suite d'un mauvais coup d'un sort, traître. Pour sûr, stoïque et philosophe dans l'âme, il ne cède pas aux émotions ni ne se laisse impressionner par n'importe quelle situation.

Pour notre part, amis, parents, familles, proches, nous sommes éprouvés d'avoir perdu un des nôtres, inconsolables de réaliser que nous ne verrons et n'entendrons plus Abdoulaye Top qui a partagé notre quotidien, a énormément compté dans nos vies. Il nous manque tant déjà ! Se souvenir de lui dans nos cœurs et nos mémoires, est l'avenir que nous avons choisi avec lui, tous incapables d'accepter qu'il appartienne à un passé révolu et soit confronté au déclin de l'oubli, imposé par le temps et entretenu par le



Abdoulaye Top Sylla, poète de la plume journalistique formé au CESTI de Dakar, discret, libre et caustique. (© DR)

commun des mortels. Lui qui tournait tout en dérision et aimait moquer chacun avec son sens de l'humour et son goût de la satire, ne se lamentait guère et n'attendait de personne de pleurer son sort, car il était plus épanoui qu'il ne paraissait et n'a jamais envié quelqu'un. Humble et effacé, il n'aimait pas déranger qui que ce soit comme il était jaloux de sa tranquillité absolue. Il se plaisait en compagnie de certains et ne voulait rencontrer le chemin d'autres : ni misanthrope ni accessible à tous. « *Pour vivre heureux, il faut vivre caché* », « *Soyons humbles, nous n'y perdons rien, nous y gagnerons tout* », telles sont les leçons apprises auprès de Top qui a cultivé la discrétion comme art de vivre, a observé une discipline volontaire qui lui a épargné le coût élevé des errements inutiles et des imprudences in-

considérées. Top n'est plus ! On se rend encore compte que chaque jour éloigne de la vie, si illusoire, qui échappe à tous et rapproche de la mort, très sûre d'elle-même, réservée à chacun. Dans un pays où le génie littéraire n'est pas assez reconnu et la plume ne nourrit pas son homme, Abdoulaye Top Sylla, brillant esprit s'est contenté de très peu dans une sobriété déconcertante, n'a pas développé de boulimie comme tant d'autres, insatiables.

« *Jusqu'à preuve du contraire* », c'est un initié, très averti qui a compris les rites, les règles et les limites de la société où il était appelé à vivre, c'est-à-dire, qu'il a été très tôt conscient du risque de chercher à se distinguer et du danger de vouloir se démarquer.

Suite à la page 3

le populaire Magazine

www.lepopulaireguinee.com

EDITION & ADMINISTRATION

Edition & administration 5 avenue Manquepas, 2e niveau, immeuble Baldé Zaïre, Sandervalia, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C / Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02 Tél.: (+224) 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com
Facebook.com/Le-populaire-conakry @LEPOPconakry
www.lepopulaireguinee.com
Compte Ecobank n°0010224601987501
Code Swift ECOGNCN ENTREPRISE LE POPULAIRE
Rib 01000 1001 0005 60029

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Diallo Alpha Abdoulaye +224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

ASSISTANTE: Sandrine Bah

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER Alain Rivière

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Ahmed Tidiane Diallo, grand reporter : tidiani83@gmail.com

ABONNEMENT

https://www.youscribe.com › lepopulaireconakry

IMPRESSION Imprimerie du Centre +224 625 73 93 96
TIRAGE 1 500 exemplaires



www.visionguinee.info
Tél.: 00224 664 93 14 04
00224 628 32 85 65
00224 656 27 36 91
contact@visionguinee.info

Siège social: 2e niveau
immeuble radio Tamata
Fm, Koloma Marché,
Ratoma Conakry - Guinée



www.guineesignal.com est un site internet d'informations générales et d'analyses sur la Guinée, l'Afrique et le monde.

info@guineesignal.com
+224 625 130 505
+224 666 080 606

Notre but: *livrer l'information réelle en temps réel.*
Notre ligne de conduite : *L'éthique et la déontologie.*



Site d'informations, d'investigations
et de promotion de la Guinée

www.conakrylive.info



www.guinafnews.org

Site d'informations générales et d'analyses de l'actualité sociopolitique. Basé à Montréal (Québec) Canada, le site a été fondé le 2 février 2020 à Conakry par Ibrahima Sory Baldé, ancien du CESTI de l'UCAD.



www.verite224.com

Toutes les infos
en direct
sur la Guinée

Suite de la page 2

Aussi, fuyait-il la lumière éblouissante, se dérobaient-il aux honneurs, refusait-il de succomber aux tentations pathologiques. Réservé et timide, de nature et de tempérament, il était blotti dans son cocon personnel et intime, campait sur ses derniers retranchements. Il impressionnait tous par l'étendue de son savoir et la panoplie de ses références de tous ordres, scientifiques, historiques, philosophiques, ontologiques, sportives, musicales... Curieux de tout, ignorant de rien, il n'y avait pas de limites à sa culture ni de territoires interdits à ses explorations et conquêtes. Le français dont il aura été l'un des meilleurs serviteurs et orfèvres était à sa portée et parfaitement maîtrisé par lui. « *Jusqu'à preuve du contraire* », tous ses textes étaient des chefs-d'œuvre littéraires et un régal intellectuel, car ils laissaient paraître et transparaître des connaissances encyclopédiques enviables et des effets de style inimitables. Si ce n'était pas le meilleur d'entre nous, il était un repère pour tous, une source où chacun venait s'abreuver. Top Sylla a vécu derrière les rideaux, très loin des feux des projecteurs. Seuls les tonneaux vides, était-il convaincu, font du bruit ! Ce jeudi 4 septembre 2026 se-

ra un jour noir dans les annales de ma vie. Abdoulaye Top Sylla a choisi cette date désormais funeste pour quitter ce monde où il a vécu discret, calme et serein, dans la solitude propre aux intellectuels rebelles avec le désintéressement des grands esprits, des consciences libres. Je pleure un être, cher à mon cœur, qui fut à mes côtés dans les pires moments comme pendant les jours fastes. Top m'a éclairé par ses avis et aidé par son regard critique et lucide. Je ne pourrai jamais faire le deuil de sa disparition. Chaque fois, pour le restant de mes jours, je serai confronté au vide immense de son absence. Il a existé une si grande complicité, quasi-fusionnelle, entre nous, passionnés tous les deux, de belles lettres et engagés depuis notre rencontre dans une amitié, quelques rares fois éprouvée, que ni l'usure du temps ni les vicissitudes de la vie n'ont pu altérer. Abdoulaye Top Sylla a été témoin comme confident de mon parcours. L'homme que j'appelais, affectueusement « *institution* » depuis qu'il présidait l'Observatoire Guinéen de l'Éthique et de la Déontologie (OGUIDEM) dont j'étais membre a été de ceux qui m'ont encouragé à profiter de mon temps libre pour me consacrer à l'écriture afin de partager l'expérience des années passées aux affaires. Il m'a sans cesse rappé-

lé l'intérêt et la nécessité d'écrire mes mémoires. Et, lorsque je me suis résolu à le faire, il n'a pas ménagé sa peine ni son temps pour parcourir les manuscrits et apporter sa contribution à une œuvre qu'il a tant sollicitée et qu'il a enrichie, aussi, considérablement. Il a une plume à double tranchant : apte à produire et capable de parfaire toute rédaction. Abdoulaye Top Sylla qui n'a jamais rien attendu de personne et préfère donner que de recevoir aurait sans doute été mal à l'aise avec les hommages qui déferlent depuis qu'il est décédé. Il ne voulait pas de compliments ni d'éloges. « *Jusqu'à preuve du contraire* », ses publications étaient le seul moment de dialogue engagé avec les autres, l'unique lien avec l'opinion et le moyen privilégié de transmettre son savoir d'une densité et d'une diversité hors du commun et incommensurables. Il fut une école pour tous du libre apprentissage et de la générosité gratuite. Il avait le don d'user d'ironie pour dresser des portraits peu flatteurs et condamner les dérives, les pratiques et mœurs peu catholiques. S'il craignait la maladie, avait une sainte horreur des hôpitaux, il ne redoutait pas la mort, faisant sien le postulat épicurien : « *La mort n'est rien pour nous, étant donné précisément que quand*

nous sommes, la mort n'est pas présente, et quand la mort est présente, alors nous sommes absents ». Le cœur brisé, l'âme en peine, j'ai dû puiser au plus profond de mon être les ressources nécessaires à écrire les premiers mots d'une reconnaissance éternelle et d'un long chapitre de témoignages, à peine entamés. Au risque d'embarrasser Top qui n'a pas aimé les remerciements et les congratulations qu'il mérite, en m'inclinant, respectueusement devant sa mémoire, du fond de mon cœur, je lui adresse mes vifs remerciements pour tous les moments passés ensemble, les nombreuses marques chaleureuses d'affection et le précieux soutien. Je n'oublie rien des bons et loyaux services rendus. Il y a des pactes qui survivent à la violence de la mort, surmontent tous les aléas, tumultes ainsi que les différentes péripéties de la vie. Séparé de Top, mais pas éloigné de lui, car comme François Mitterrand, « *je crois aux forces de l'esprit* » et mesure par ailleurs le lourd tribut des engagements, forts et sincères qui ont un caractère définitif. Jusqu'à preuve du contraire... ■

Par **Tibou Kamara**,
Journaliste, ancien
ministre, écrivain

Ils ont dit



Fatima Camara, ministre de la Pêche et de l'Économie maritime, sur la reprise des activités de pêche industrielle : « Le repos biologique 2026, observé du 1er juillet au 31 août, arrive à son terme. À compter du mardi 1er septembre 2026 à minuit temps universel, les activités de pêche industrielle et semi-industrielle reprennent dans la zone allant jusqu'à la limite des 60 000 marins calculés à partir de la ligne de base conformément aux dispositions du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries maritimes pour l'année 2026. Le repos biologique 2026, observé du 1er juillet au 31 août, arrive à son terme. À compter du mardi 1er septembre 2026 à minuit temps universel, les activités de pêche industrielle et semi-industrielle reprennent dans la zone allant jusqu'à la limite des 60 000 marins calculés à partir de la ligne de base conformément aux dispositions du plan d'aménagement et de gestion des pêcheries maritimes pour l'année 2026. »



Ousmane Gaoual Diallo, ancien porte-parole du gouvernement, ministre des Transports, à propos de l'An5 du régime Mamadi Doumbouya né du coup d'Etat contre le 3e mandat d'Alpha Condé : « Le 5 septembre 2021, un cap a été fixé pour la Guinée. Ce cap est né d'une décision. Celle d'hommes qui ont refusé la continuité d'un système qui ne servait plus le pays et qui ont eu le courage de tout changer. Cinq ans plus tard, ce cap se lit dans des résultats. Un ordre constitutionnel rétabli. Des institutions renforcées et remises en marche. Un État qui a repris ses missions au service du pays. Une économie qui a retrouvé sa trajectoire et sa crédibilité sur la scène internationale. Cinq ans de travail, d'engagement et de détermination. Ce qui a été fait engage ce qui reste à faire. Le chemin continue. »

Fumée d'Enta et grand discours

La justice en guerre contre le crime

C'était samedi 29 août 2026 dans la commune de Tombolia à Conakry. Un grand feu de joie. Le genre d'événement champêtre où la haute administration se déplace en veste de coupe irréprochable pour humer le parfum âcre de la réussite républicaine. Au programme ? L'incinération solennelle de 86 kilos de poudre blanche, une tonne et demie de verdure et quelques poignées de métamphétamines locales.

Devant le bûcher des vanités, le garde des Sceaux, Ibrahim Sory Il Toukara, avait sorti le grand jeu rhétorique. Pas question de se contenter de cramer trois sachets de *kush* ramassés dans le caniveau par la brigade du coin. Non, monsieur ! Le ministre a promis la totale, c'est-à-dire remonter la filière, remuer le ciel et la terre, chasser le grand méchant loup.

« *La justice ne s'arrêtera pas aux transporteurs et aux revendeurs de rue. Ce que nous recherchons, ce sont les commanditaires, les financiers !* », a-t-il lancé la main sur le cœur, le regard fixé vers un horizon tellement lointain qu'il en devenait presque abstrait. Ah ! Ces fameux « *commanditaires* ». Ces figures mythologiques de la République dont tout le monde murmure le nom dans les salons feutrés de la

capitale, mais que personne ne croise jamais dans les paniers à salade. Parce que soyons sérieux cinq minutes. Saisir des kilos de came sur des exécutants aux abois, c'est de la routine de commissariat. Mais traquer les messieurs en col blanc qui gèrent le tableau Excel et virent les fonds ? Voilà un sport autrement plus périlleux pour la santé des carrières ministérielles. En promettant de s'attaquer aux « *circuits d'agents qui rendent ce trafic possible* », le ministre touche du doigt le véritable miracle de l'ingénierie locale : comment des tonnes de poudre traversent les frontières et les barrages routiers avec la fluidité d'un cours d'eau, pour finir mystérieusement interceptées uniquement au moment de la vente au détail ? C'est sans doute ce qu'on appelle la magie du réseau. En attendant que la chaîne pé-

nale remonte jusqu'au sommet de la chaîne alimentaire, les petits revendeurs de quartier peuvent dormir tranquilles... enfin, façon de parler. Eux iront meubler les prisons, pendant que le grand capital du crime continue de placer ses jetons dans le béton et les belles berlines. Mais réjouissons-nous ! La fumée d'Entag, à ne pas confondre avec celle de l'Entreprise Nationale des Tabacs et Allumettes bradée à la mort du président Sékou Touré et qui a donné son nom au quartier, s'est dissipée, laissant derrière elle une déclaration d'intention d'une netteté absolue. Car, disons-le entre nous, si les discours suffisaient à démanteler les cartels, voilà cinq décennies que la Guinée serait le pays le plus propre de toute la sous-région ouest-africaine. ■

Par **Racine Dieng**

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Vite dit ...

En Gambie, le rendez-vous des urnes

Cette semaine, allons en Gambie, où l'alternance s'avance comme l'unique gage de stabilité. Sur cet étroit territoire bordant son fleuve et peuplé de 2,8 millions d'habitants, le scrutin capital du 5 décembre 2026 approche. Seule une élection transparente rassurera citoyens, voisins et partenaires. À Banjul, chacun le sait, la légitimité viendra des urnes, non des armes.

Dans les salons et les jardins de Banjul, la candidature d'Adama Barrow divise. Le président sortant a confirmé sa décision de briguer un nouveau mandat sous la bannière de son parti, le Parti national du peuple (NPP). Pourtant, quand on est arrivé au pouvoir au nom de la démocratie et de la vérité des urnes, on ne joue pas les prolongations. On tient la maison et l'on prépare la venue du futur locataire désigné par le peuple. Mais Adama Barrow est-il seulement prêt à l'entendre ? That is the question.

Adama Barrow a pris le pouvoir en janvier 2017. La communauté internationale avait alors dû imposer le respect strict du vote populaire. Réélu en décembre 2021, il a engagé son second mandat en janvier 2022. Deux exercices du pouvoir s'achèvent désormais. La question de la transmission pacifique du pouvoir devient une urgence. Cette jeune démocratie doit prouver sa maturité en ancrant le principe de l'alternance au cœur des institutions, et non dans la volonté d'hommes qui se croient providentiels ou investis d'une mission messianique. Depuis le départ de Yahya Jammeh en 2017, la protection du chef de l'État repose sur l'ECOMIG. Cette force de la CEDEAO est passée de 7 000 à 500 soldats. À la demande expresse de Banjul, son mandat a été prolongé jusqu'à la mi-2027. S'ajoute l'accord bilatéral de défense signé avec le Sénégal en mars 2017. En juin 2026, Banjul et Dakar ont signé douze nouveaux accords, complétés en juillet 2026 par un pacte frontalier. Des soldats sénégalais protègent toujours directement le président.

Ce parapluie sécuritaire a stabilisé les institutions post-transition. Mais pour rassurer les citoyens, inspirer confiance aux investisseurs et garantir la stabilité régionale, Banjul doit impérativement réussir l'échéance du 5 décembre 2026. Seul un scrutin irréprochable permettra d'offrir l'autonomie républicaine et les garanties démocratiques attendues par l'ensemble des partenaires de la Gambie de l'après-Jammeh.

Après tant d'épreuves, ce pays mérite enfin d'humer l'air de l'alternance dans un climat de démocratie ouverte à tous, seul véritable gage de paix.

Ce territoire touristique, promis à un bel avenir infrastructurel, a plus que jamais besoin de stabilité institutionnelle. Pour cela, la Gambie doit s'inspirer de ses voisins anglophones de la CEDEAO, à l'image notamment du Nigeria, du Ghana, du Liberia et de la Sierra Leone. Ces nations ont fait un choix clair. Celui de placer la souveraineté populaire au-dessus des appétits personnels et du dogme des mandats illimités. ■

Par Alpha Abdoulaye Diallo

Le bilan s'alourdit à 36 morts

Ultime hommage aux victimes de l'éboulement de Dar-es-Salam

Dans un climat de vive émotion et de recueillement collectif, un dernier hommage national a été rendu, le vendredi 4 septembre 2026, aux 36 personnes touchées par le drame, incluant notamment 17 ressortissants sierra-léonais, qui ont perdu la vie lors du tragique éboulement de la décharge d'ordures de Dar-es-Salam, dans la commune de Gbessia à Conakry.



Comme l'illustre cette vue de la cérémonie lors du symposium et de la prière collective de 14 heures, les 36 dépouilles sont soigneusement drapées des drapeaux nationaux de la Guinée et de la Sierra Leone. (© Le Populaire)

La cérémonie solennelle s'est déroulée à la Mosquée turque de Bambéto, marquant une journée de deuil national décrétée à travers l'ensemble du territoire.

Le drame, survenu dans la nuit du 22 au 23 août dernier dans la commune de Gbessia, s'est alourdi ces dernières heures. La découverte d'un nouveau corps par les équipes de secours lors des ultimes opérations de fouille a porté le bilan officiel à 36 morts, venant clore deux semaines de recherches éprouvantes pour les familles et les secours engagés sur le site.

En signe de solidarité envers les victimes et les sinistrés, les autorités guinéennes ont ordonné la mise en berne des drapeaux sur toute l'étendue du pays.

Dans la capitale comme dans les régions de l'intérieur, la journée de vendredi a été marquée par un arrêt partiel des activités et une atmosphère de profonde gravité.

Tragique répétition d'un drame annoncé

Cette catastrophe ravive le souvenir d'un précédent drame survenu presque jour pour jour au même endroit. Le 22 août 2017, un premier glissement de terrain à la décharge de Dar-es-Salam avait coûté la vie à neuf personnes. Neuf ans plus tard, sous l'effet de pluies diluviennes, un pan entier de la montagne de déchets s'est de nouveau effondré sur des habitations précaires, frappant avec une violence décuplée.

Dès les premières heures de la matinée, une foule immense

composée de proches, de citoyens et de représentants de la société civile s'est rassemblée aux abords de la Mosquée turque de Bambéto.

Les 36 dépouilles, soigneusement drapées des drapeaux nationaux guinéen et sierra-léonais, ont été transportées sur les lieux du rassemblement pour la tenue du symposium et de la prière collective de 14 heures.

La cérémonie religieuse et le protocole d'État se sont déroulés en présence de nombreuses personnalités publiques, d'autorités coutumières et religieuses, ainsi que de membres du corps diplomatique accrédité en Guinée.

Le Premier ministre, Amadou Oury Bah, a assisté personnellement à l'office religieux pour représenter le chef de l'État et exprimer la compassion de la nation.

Au nom du gouvernement, il a transmis ses condoléances aux familles endeuillées tout en réaffirmant le soutien des pouvoirs publics dans cette épreuve.

À l'issue de la prière des morts, le cortège funèbre s'est ébranlé vers le cimetière des Martyrs de Bambéto.

Accompagnées par une procession impressionnante et encadrées par un dispositif sécuritaire et sanitaire d'urgence, les victimes ont été conduites à leur dernière demeure dans un silence empreint de dignité. Les cérémonies de recueillement se poursuivent dans les quartiers touchés, alors que la population locale demeure sous le choc de cette catastrophe d'origine environnementale et humaine. ■

Par Alpha A. Diallo

Désarroi de propriétaires et voies de recours

Au-delà de l'hommage national rendu aux victimes, le drame de la décharge de Dar-es-Salam s'accompagne de mesures conservatoires draconiennes. Sur le terrain, la douleur des pertes humaines se mêle désormais à la détresse de nombreux sinistrés.

Afin de prévenir tout risque de nouveau glissement de terrain sur un sol gorgé d'eau et hautement instable, les autorités ont rapidement engagé des opérations massives de sécurisation en traçant un périmètre d'exclusion élargi tout autour de la montagne de déchets. Cette décision a entraîné le déguerpissement immédiat des riverains et la démolition de nombreuses concessions au moyen d'engins lourds.

Sur le terrain, ces opérations provoquent des scènes d'une vive émotion alors que plusieurs habitants assistent en larmes à la destruction de leurs maisons pourtant situées à bonne distance de la zone d'impact direct.

De nombreux pères et mères de famille aujourd'hui sans abri affirment détenir des titres de propriété et des permis de bâtir enregistrés en bonne et due forme auprès des services domaniaux.

Tout en reconnaissant la dangerosité du site, ces citoyens dénoncent une expropriation brutale de leurs patrimoines immobiliers légitimement acquis.

Face à cette situation d'urgence d'État, le droit prévoit néanmoins des mécanismes de protection pour les personnes lésées.

Bien que la puissance publique puisse invoquer l'utilité publique et la sécurité nationale pour agir promptement, la législation impose le principe d'une juste et préalable indemnisation pour tout propriétaire détenteur d'un titre foncier formel ou d'un bail emphytéotique valide.

Les riverains impactés disposent ainsi de la possibilité de saisir la commission d'évaluation des biens expropriés afin d'exiger une expertise contradictoire, tout en introduisant si nécessaire un recours gracieux auprès du ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ou un recours contentieux devant les juridictions administratives pour contestation d'excès de pouvoir et demande de réparation financière.

En parallèle, les démarches d'accompagnement social d'urgence se poursuivent pour recenser les familles déguerpies et leur offrir un relogement temporaire. ■

Sècheresse historique : la situation actuelle de l’agriculture européenne

Transcription de l’interview

avec le média russe « Politivator »

Sécheresse record, hausse des coûts de production et menaces de faillites massives... le secteur agricole de l’Union européenne traverse une zone de turbulences majeures. Invité par le média **Politivator**, Oleg Nesterenko, président du CCIE, décortique les facteurs sous-jacents de cette crise. Il nuance les craintes de pénuries tout en pointant du doigt les faiblesses d'un système dépendant des subventions d'État, où la pression réglementaire et la concurrence internationale accentuent le déclin des fermes familiales. Un entretien à découvrir ci-dessous.

Sècheresse historique : la situation actuelle de l'agriculture européenne
Transcription de l'interview avec le média russe « Politivator »



Oleg Nesterenko
Président du CCIE.
Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne

Oleg Nesterenko, comment la mauvaise récolte actuelle affectera-t-elle les prix des denrées alimentaires dans l'UE et dans le monde ?
Il convient de rappeler que l'UE figure parmi les leaders mondiaux du secteur agro-industriel, aux côtés de la Chine et des États-Unis, et qu'elle représente entre 10 et 15 % de la production agricole mondiale.
Au sein de l'Union, la France constitue la première puissance agricole, avec 17-18% de la production agricole européenne, suivie de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Quiconque a survolé la France — je l'ai fait moi-même pour la dernière fois avant-hier — n'a aperçu, depuis le hublot, que peu de choses hormis des étendues de champs se déployant jusqu'à l'horizon.
Au-delà de ce statut de l'un des leaders mondiaux dans le secteur agricole, l'UE est également le premier exportateur mondial de produits agricoles.
En conséquence, le bilan final de la récolte européenne de 2026 influencera

proportionnellement, et inévitablement, les prix alimentaires mondiaux. Toutefois, je voudrais souligner que la formation des prix sur le marché international ne dépend pas exclusivement du volume ou de la qualité de la récolte. De nombreux facteurs, invisibles à l'œil nu, gouvernent directement la fixation des prix dans le secteur agroalimentaire.
Prenons l'exemple du marché céréalier. Celui-ci ne dépend pas uniquement des rendements agricoles, eux-mêmes fortement tributaires des conditions météorologiques, mais également d'une multitude d'autres facteurs, dont la demande mondiale, la situation géopolitique dans les pays producteurs, la logistique, les coûts de l'énergie et les capacités de stockage.
Il convient de souligner que chacun de ces éléments, à l'exception de la météo, se prête à des manipulations substantielles de la part des principaux intéressés. Et quels sont ces principaux intéressés ? En tout, seulement cinq sociétés contrôlent environ neuf dixièmes du marché mondial des céréales, y compris le transport et l'entreposage des grains. Parmi elles figurent, sans surprise, trois entreprises américaines — Cargill, ADM et Bunge — ainsi que le groupe franco-suisse Louis Dreyfus et le conglomerat anglo-suisse Glencore.
Ce sont ces « cinq fantastiques », pour l'essentiel, et non une mauvaise récolte ponctuelle, qui déterminent le prix d'une baguette de pain de demain sur le marché mondial.

Une pénurie de certaines catégories de produits alimentaires est-elle

attendue sur les étagères des magasins européens ?
Non, il ne faut pas s'attendre à un déficit grave — une telle éventualité est quasi impossible par définition. De même que la nature, le modèle commercial capitaliste ne tolère pas le vide : en l'absence de récolte locale -, la substitution s'opère quasi mécaniquement par l'importation des denrées manquantes, conformément à la loi de l'offre et de la demande.
Même en période normale, un pays comme la France — dont le territoire est pourtant densément parsemé de vignobles — voit ses métropoles et sa capitale s'approvisionner principalement en raisins importés de régions éloignées du monde, telles que le Chili et l'Afrique du Sud. De plus, les raisins du Chili sont moins chers que ceux provenant des villages voisins.
Alors, l'impact prévisible d'un choc agricole se manifestera non par une rupture d'approvisionnement, mais par une hausse tarifaire ciblée sur certaines catégories de produits. Aucune pénurie significative n'est donc à redouter ; seule une volatilité des prix est à prévoir.

Quelle est la probabilité d'une vague de faillites parmi les agriculteurs européens ?
Plus qu'une série de défaillances conjoncturelles, nous assistons à la destruction massive et systématique des petites exploitations agricoles au sein de l'Union européenne. Et cela dure depuis très longtemps.
Les mauvaises récoltes ne constituent ni le facteur unique, ni même le facteur principal de ce phénomène. Ne serait-ce qu'au cours des dix dernières années, près de trois millions d'exploitations agricoles ont disparu du paysage européen.
En France, le secteur agro-industriel n'emploie aujourd'hui que 2 % de la population active — contre 0,8 % en Belgique —, un chiffre tout à fait dérisoire. Les relevés concordants indiquent qu'entre 800 et 1 000 petites exploitations françaises disparaissent chaque mois. Quelle est la cause de cette tendance structurelle ? Elle est enracinée dans la politique agricole européenne et, bien sûr, française. Plusieurs facteurs majeurs

peuvent être identifiés qui conduisent à l'éradication des petites exploitations agricoles. Premièrement, la réglementation de leurs activités est devenue intolérable, assortie d'une pression administrative écrasante. Deuxièmement, la hausse des coûts de revient : le prix du carburant et de l'électricité augmente de façon régulière, sans jamais connaître de baisse significative. Troisièmement, la concurrence internationale croissante. En janvier 2006, l'Union européenne et le MERCOSUR ont signé un accord de libre-échange. Celui-ci prévoit, en substance, l'entrée en franchise de droits de douane des produits agricoles latino-américains sur le territoire européen. Bien que non ratifié d'une manière obligatoire par l'ensemble des parlements nationaux de l'UE, cet accord fonctionne déjà à titre provisoire depuis le 1er mai.
Le simple fait qu'une telle initiative émane des autorités européennes en dit long. L'accord, dans son essence, est un arrêt de mort pour des dizaines, si ce n'est pour des centaines de milliers de fermes familiales. Contrairement aux grands groupes agro-industriels, les petits exploitants agricoles ne peuvent tout simplement pas faire face à une telle pression et à une telle tension.
Il faut aussi que cela soit clair : les terres des fermiers qui disparaissent sont loin de devenir des prairies sauvages et des contrées en fleurs. Je laisse à vos lecteurs le soin de deviner qui rachète ces terres et qui exerce une pression sur la politique agricole, au niveau des autorités de l'UE comme des gouvernements nationaux européens. Sur la politique qui dévaste les petites exploitations agricoles.

Oleg Nesterenko, quelle est l'efficacité des mesures actuelles de soutien financier des agriculteurs par l'UE ?
Il faut rappeler que les subventions agricoles de l'Union européenne constituent la première ligne de dépenses de son budget, absorbant environ un tiers de ses ressources financières. C'est une part du gâteau très juteuse. Mais il faut bien distinguer cette manne financière structurelle des mesures d'urgence destinées à répondre aux difficultés que les agriculteurs traversent

actuellement. Les subventions européennes représentent, avant tout, un soutien permanent à un secteur agricole qui, malgré son poids économique considérable, reste profondément handicapé. Si je parle du profond handicap structurel du secteur agricole européen, malgré le fait que l'UE soit l'un des leaders mondiaux de l'agro-industrie et le premier exportateur mondial de produits agricoles, c'est pour une raison très simple : hypothétiquement, si les subventions européennes destinées à l'agriculture étaient supprimées du jour au lendemain, une partie considérable du secteur agricole de l'UE cesserait tout simplement d'exister. Les dégâts économiques au sein de l'UE provoqués par la sécheresse historique de cet été sont estimés dans la fourchette large entre 160 et 200 milliards d'euros. Face à une telle ampleur, les paiements européens destinés aux exploitations touchées ne représenteraient que quelques dizaines de millions d'euros — une somme totalement dérisoire au regard des pertes subies. Rien qu'en France, selon le ministère de l'Agriculture, entre 30 000 et 35 000 exploitations agricoles seraient aujourd'hui au bord de la faillite. Le gouvernement de Macron a promis d'allouer plusieurs centaines de millions d'euros d'aides, un allègement temporaire de certaines contraintes administratives et réglementaires ainsi que la poursuite du soutien au carburant agricole. Mais là encore, le problème est celui de l'échelle. Pour simplement éviter un effondrement du secteur, l'agriculture française aurait besoin, selon les estimations sérieuses, d'une injection pouvant atteindre 4,5 milliards d'euros.
Les mesures de soutien aux agriculteurs mises en œuvre par l'Union européenne et les gouvernements des États membres ne sont que de l'hypnose gitane. Aujourd'hui, afin que les agriculteurs ne disparaissent pas littéralement, étant sur devant de la scène, les autorités publiques leur jettent un os sous la forme d'un soutien financier minimal. Et demain, ces mêmes autorités ratifieront l'accord avec le MERCOSUR, et ceux qu'elles soi-disant sauvent aujourd'hui seront sacrifiés demain dans les coulisses. ■



Patrimoine, création et jeunesse guinéens à l'honneur pour renforcer les liens avec la diaspora et porter la croissance. (© Le Populaire)

Invest Guinea-USA : Culture, sport et jeunesse au centre des débats

Réunis ce samedi 5 septembre à Maryland, officiels, diaspora et experts ont débattu de comment la culture, le sport et la jeunesse peuvent devenir les moteurs d'une économie guinéenne plus forte. Une pléiade de personnalités a répondu présent à la quatrième édition du forum d'investissement économique Invest Guinea-USA, ce samedi 5 septembre dans la salle de conférence de l'hôtel Hilton, dans l'État du Maryland, aux États-Unis. La présidente de la Chambre de commerce guinéenne aux États-Unis et fondatrice de

QueenB Global Event, **Mme Diallo Hawa Barry**, a planté le décor de l'événement en rappelant que « *cette rencontre vise à sceller des partenariats stratégiques, commerciaux et financiers entre la Guinée, sa diaspora et les investisseurs internationaux* ». De son côté, le Premier conseiller de l'ambassade de Guinée à Washington, **M. Mohamed Lamine Solano**, a salué l'engagement des participants venus « *de Washington et de ses environs, mais aussi d'États bien plus lointains, pour répondre à ce rendez-vous désormais incontournable* », avant d'affirmer

que « *cette mobilisation en dit long sur l'attachement viscéral que vous portez à notre pays* ». « *Cet événement Invest-Guinée est un espoir pour la diaspora, c'est pour cette raison que nous sommes présents pour lui apporter notre soutien* », a quant à lui soutenu **M. Pathé Bah**, président de la communauté guinéenne de Washington D.C, de Virginie et du Maryland. Le panel principal de cette édition 2026 s'est articulé autour du thème « *Culture, sport et jeunesse* », réunissant des intervenants issus d'horizons variés. Leurs expériences croi-

sées ont nourri des débats riches avec le public. A tour de rôle, les panélistes, notamment **Mme Sarah Drake** fondatrice et PDG de HerARTS in Action, **M. Richard McKeown** réalisateur et humanitaire, **Dr Saliou Camara** président du département d'Études africaines à l'Université Howard et **M. Mohamed Lamine Diallo**, alias **Mamadou Thug** comédien, acteur et PDG de Soudou Daardja Prod ont répondu à la question centrale de « *Comment la culture peut-elle contribuer à bâtir une économie plus forte pour la Guinée ?* ».

Au-delà des enjeux financiers, le forum a mis à l'honneur la richesse culturelle guinéenne à travers une dizaine de stands où étaient exposés des produits commerciaux, des œuvres d'art et littéraires, avec l'ambition de promouvoir et de resserrer les liens entre la diaspora et sa patrie d'origine, positionnant ainsi le patrimoine culturel, l'atout sportif et la force de la jeunesse comme de véritables leviers de croissance économique. ■

Par Tidiane Diallo

Invitation à lire Les Racines du Futur de Nènè Hawa, une voix de Kindia qui réconcilie tradition et modernité

Elle est née à Kindia, en Basse-Guinée. Et c'est de ses racines que **Nènè Hawa** tire la force de son premier roman, *Les Racines du Futur : Le Combat d'Abiba contre l'invisible*. Un livre à lire, parce qu'il parle de l'Afrique d'aujourd'hui sans renier celle d'hier. Publié aux Éditions WaD Prod, le roman entraîne le lecteur dans le village fictif de Gorgui-Loum. Au centre de l'histoire, Abiba Une femme brillante dont la vie bascule après une série de morts mystérieuses et de douleurs inexplicables. Entre jalousie familiale, héritage pesant et sorcellerie, elle devra affronter les forces invisibles qui menacent de détruire les siens.

Une fresque entre science et croyance

Loin du simple récit, *Les Racines du Futur* se lit à trois

niveaux : roman initiatique, fresque culturelle et histoire de résilience. Avec son mari Aliou, homme rationnel, et Bouba, le sage gardien des traditions, Abiba incarne la tension que vivent plusieurs sociétés africaines : comment avancer sans renier d'où l'on vient ? « *L'avenir ne se construit pas en tournant le dos à ses racines, mais en les transformant en fondations pour les générations à venir* », résume l'autrice. L'écriture de Nènè Hawa est à la fois immersive et poétique. Elle dénonce les ravages de la superstition, mais montre aussi la puissance d'une culture assumée et réinventée. À la fin, Gorgui-Loum devient un « *village intelligent* » où les écrans et les chapelets coexistent, où la technologie renforce la dignité au lieu de l'effacer.



Pourquoi lire ce roman maintenant ?

Lire ce roman, parce que c'est une voix guinéenne qui compte et un livre d'actualité. Née à Kindia, **Nènè Hawa** a grandi au carrefour des cultures soussou, malinké, peule et forestière. Cette diversité nourrit son regard sur les enjeux sociaux africains. Il pose des questions concrètes sur l'identité, la transmission, le rôle des femmes et le développement. Des thèmes au cœur des débats en Guinée et ailleurs sur le continent. Les jeunes y verront le défi de concilier modernité et mémoire. Les aînés y retrouveront la valeur des traditions. Nourrie par **Agatha Christie** et **Danielle Steel**, mais aussi par les auteurs africains, Nènè Hawa signe ici un premier roman qui se veut hommage aux héritages africains tout en explorant les liens entre science, spiritualité et progrès. *Les Racines du Futur* est disponible depuis août 2026. ISBN : 9789818917905. Pour la littérature guinéenne, c'est une affirmation. Nos histoires peuvent parler au monde, à condition de rester enracinées. ■

Par Tidiane Diallo

le populaire

Abonnement



Le Populaire Conakry
YouScribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Le Nigeria accueille le congrès du Tabital Pulaaku 2026, Juldeh Sowe favori à la présidence

La ville de Kano, dans le nord du Nigeria, accueille les 18 et 19 septembre 2026 le congrès international de Tabital Pulaaku. L'organisation, qui fédère les communautés peules à travers le monde, réunit à chaque édition leaders communautaires, intellectuels, artistes et membres de la diaspora autour des enjeux de culture, d'éducation et de développement. Cette édition sera marquée par l'élection d'un nouveau président. Selon plusieurs délégations, le Sierra-Léonais Alhadji Amadu Juldeh Sowe bénéficie du soutien de la majorité des représentations nationales de Tabital Pulaaku International et se positionne comme le candidat favori à la présidence de l'organisation.



Le Sierra-Léonais Amadu Juldeh Sowe. (© Le Populaire)

Pour cette édition 2026, les organisateurs misent sur le rôle de Kano. Capitale économique du nord du Nigeria et grand centre historique peul, la ville doit permettre de renforcer les liens entre les communautés du continent et de la diaspora. L'objectif est de valoriser le patrimoine culturel et de proposer des solutions concrètes pour la communauté. Le forum devrait aborder des thématiques comme la préservation de la langue pular, l'entrepreneuriat des jeunes, et la place des femmes dans la société. Des expositions artisanales et des prestations artistiques sont également prévues. ■

Par Racine Dieng

Du système des Nations Unies, Sény Condé met son savoir-faire au service de la Guinée

Dotée d'un parcours professionnel riche et diversifié, Sény Condé a franchi avec succès les étapes du secteur électoral et de l'engagement civique. De la formation des agents électoraux en Guinée à ses missions internationales sous l'égide des Nations Unies, elle met aujourd'hui son expérience au service du développement de son pays. Au sein de la Commission Électorale Nationale Indépendante de Guinée, Sény Condé a occupé le poste de cheffe de la Section des opérations. Dans le cadre de ses fonctions, elle a joué un rôle clé dans le renforcement des capacités des agents ainsi que dans la facilitation des processus électoraux sur le terrain. Elle a ensuite consolidé son profil technique à l'International Foundation for Electoral Systems en Guinée à titre de spécialiste de l'inclusion et de l'éducation civique. Elle y a orchestré la mise en œuvre de programmes visant la participation citoyenne, en veillant tout particulièrement à l'intégration des jeunes, des femmes, des personnes handicapées et des groupes marginalisés. Ses responsabilités incluaient notamment la planification stratégique et l'animation d'ateliers de formation, de même que la



Le parcours de Sény Condé témoigne d'une expertise reconnue en ingénierie électorale et en diplomatie de terrain. (© DR)

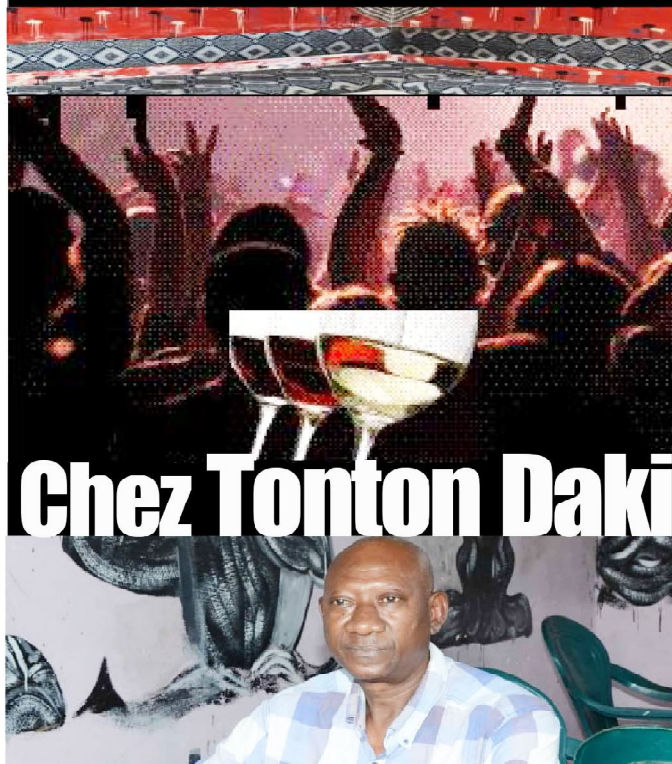
coordination avec les partenaires nationaux et internationaux du projet CEPSS et IFES, sans oublier la rédaction de rapports de suivi ainsi que l'évaluation axée sur le genre. Sur la scène internationale, son parcours l'a menée en République centrafricaine en février 2025, où elle a servi comme conseillère spécialiste internationale en éducation civique et coordination pour la MINUSCA sous l'égide de l'ONU. Dans ce rôle, elle a appuyé l'Autorité nationale des élections en facilitant d'une part la formation des cadres électoraux et des autorités locales, puis en développant d'autre part des campa-

gnes de sensibilisation et du matériel pédagogique adapté. De plus, elle a contribué à la structuration d'un réseau de coopération avec les organisations non gouvernementales locales tout en assurant la liaison stratégique et le suivi opérationnel entre les bureaux régionaux et le siège de la mission. Le parcours de Sény Condé témoigne d'une expertise reconnue en ingénierie électorale et en diplomatie de terrain. Son engagement demeure axé sur le renforcement des institutions et la promotion d'une citoyenneté active. ■

Par Léon Kolié

Bar Plein-Air

Un cadre idéal pour les grandes retrouvailles



Chez Tonton Daki



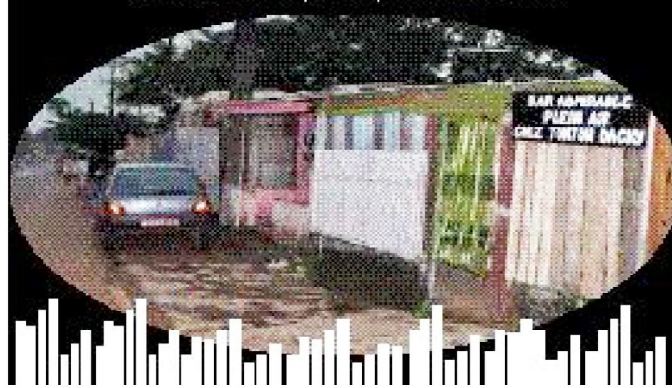
Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél: 622 98 78 36

Bar de 60 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



www.karakannews.com

Site d'information générale et d'analyse
Tél. : +224 622 72 01 20
karakannews@gmail.com



site d'informations générales du droit
guinéen créé en 2017.
makoura65@gmail.com
+ 224 624 346 264
Coankry, Guinée



Les informations sur la Guinée en un seul clic

www.laguinee.info

+224 621 090 818 / +224 621 372 426
Koloma2 Carrefour Cirage, C/ Ratoma.
contactlaguinee@gmail.com /
ibrahimasy624@gmail.com



www.actuguinee.org

L'Actualité Guinéenne sur le web,
c'est sur www.actuguinee.org
actuguinee.org@gmail.com
https://www.facebook.com/actuguinee.org/
Tél.: 622 46 29 29

Abdoulaye Top Sylla n'est plus ! Hommage à un libre esprit (Par Abdoulaye Condé)

Médecin par formation, journaliste par passion et artisan de l'analyse critique, **Abdoulaye Top Sylla** a tiré sa révérence. Secrétaire de rédaction hors pair, formé au CESTI de Dakar, il aura marqué l'histoire des médias guinéens par sa plume acérée et son refus de toute concession éditoriale. **Abdoulaye Condé** salue la mémoire d'un homme de principes, discret mais immortel dans l'esprit de ses pairs. Lisez !

Notre ami, frère et confrère Abdoulaye Top Sylla a rejoint sa dernière demeure ce vendredi 04 septembre 2021 avec les hommages unanimes de la corporation. C'est un coup de fil, le jeudi 04 septembre 2026 à 12 heures 53, de mon frère, Boubacar Sow Sow, depuis l'hôpital Sino-Guinéen qui m'annonce la triste nouvelle : Votre ami, Abdoulaye Top Sylla est décédé à l'instant. L'ancien ministre des Transports était allé s'enquérir de l'état de santé de notre aîné Ibrahima Sory Sow (compagnon historique du Président Alpha Condé), ancien ministre de la Santé, évacué la veille de Mamou où il consomme sa retraite publique, quand il rencontre un de ses successeurs lointains, Aboubacar Sylla, ancien Président du Groupe AGIR fondateur du Journal *L'Indépendant* accompagné de son inséparable ami Kaly Bah qui l'informent du décès de l'illustre professionnel Abdoulaye Top Sylla.

Que retenir de Top Sylla?

Au milieu des années 1990, Aboubacar Sylla, limogé du secrétariat général du minis-

tère de l'information et devenu seul actionnaire du journal fondé par le groupe de cadres de l'AGIR disloquée, annonce l'arrivée de son frère au sein de *L'Indépendant*. Diplômé de la prestigieuse université sénégalaise CESTI, Abdoulaye Top Sylla, aussi frais que ses idées, est plutôt bien accueilli par l'ensemble des membres de la rédaction dirigée par Ousmane Tity Faye et comprenant de belles signatures comme Aboubacar Condé, Biram Sacko, Mamadou Dian Pountchoun Diallo, Thiernodjo Diallo Bebel, Mamadi Sidibé, Daouda Tamsir Niane, Thierno Sadou Bah, Aliou Barry avant que lui-même n'ouvre ses bras à d'autres célébrités professionnelles comme Tibou Kamara, Sékouba Savané, Bakary Gamalo Bamba, Aladji Cellou, Abdoulaye Sankara, Albassirou Diallo El Bechir, Hassan Kaba, Moussa Cissé, Louis Espérant Célestin, Saliou Samb, Mohamed Lamine Soumah, Jean Raymond Soumah, Bintou-Fodéba Dioubaté, Mandian Sidibé, Kateb Oumar Yacine Bah, Oumoul Khairy Cherif, Akoumba Diallo, Sall Sambé-gou Diallo, Mamadou Dian Baldé, Dayedio Barry, Mohamed Hamid Chérif, Gassimou



Abdoulaye Top Sylla, poète de la plume journalistique formé au CESTI de Dakar, discret, libre et caustique. (© DR)

Magassouba et bien d'autres. Abdoulaye Top Sylla ou le professionnel accompli que le monde médiatique perd aujourd'hui était à l'origine un médecin diplômé de la Faculté de Médecine Hadja Mafory Bangoura de l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry. Hematophobe, l'ablation chirurgicale d'un accidenté éloigne le jeune clinicien du Bloc opératoire et met précocement fin à la carrière médicale du jeune Abdoulaye Top Sylla, stagiaire à l'hôpital régional de Labé. Dans la foulée, il participe à un test de recrutement pour la prestigieuse université du journalisme, le Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de Dakar. En ce début des années 1990, Abdoulaye Top Sylla est parmi les 20 étudiants d'Afrique francophone admis au concours d'entrée au CESTI.

Suite à la page 9

Chronique

C'est la rentrée !

Symbole universel de nouveau départ, la rentrée réveille en chacun de nous un parfum d'enfance et une fragile lueur d'espérance. **Daniel Couriol** décortique ce rituel éphémère et nous invite à saisir cette parenthèse comme un acte d'audace face à la routine. Lisez !

Voilà bien une phrase que nous avons souvent prononcé quelque soit notre pays, notre culture...

Ce moment si particulier, où les compteurs sont comme remis à zéro, où tout semble possible, où les promesses d'un meilleur lendemain ne semblent jamais aussi accessibles...

Rentrée scolaire, rentrée sportive, rentrée politique, tous les secteurs d'activité vivent un nouveau départ et surtout annoncent de nouvelles étapes avec au cœur l'espérance de moments meilleurs que ceux qui ont été précédemment vécus.

Ce symbole universel nous ramène à l'âge de notre enfance où, après la plus ou moins longue parenthèse des vacances, était venu le temps des retrouvailles avec les copains, des jeux dans la cour de récréation, des apprentissages qui allaient nous permettre de nous ouvrir à de nouveaux horizons...



Daniel Couriol
écrivain, expert-consultant,
ancien Directeur général
du Centre culturel
franco-guinéen (CCFG)

C'est la raison pour laquelle, malgré les multiples interrogations liées à l'air du temps, malgré nos doutes, les déceptions que nous pouvons éprouver, il y a comme une lueur d'espérance qui se rallume au fond de nous !

Ô combien ce sentiment est fragile mais comme il est essentiel de l'éprouver, ne

serait-ce que pour un court instant.

Alors, bien sûr, les prophéties sont légion, l'avenir se dessine dans les boules de cristal... Parfois nous voulons y croire tant nous avons collectivement besoin d'un nouvel élan...

Mais soyons réalistes, la rentrée n'est qu'un instant et cette parenthèse plus ou moins enchantée n'est qu'un moment éphémère...

Vivons le pleinement comme un acte d'espérance, presque comme un défi face à la brutalité de notre monde.

C'est la possibilité d'écrire une nouvelle page, de réaliser un projet inspirant, en un mot de s'accomplir. La question de la réussite est moins essentielle que l'idée d'avoir essayé.

En faisant vivre en nous cette certitude exprimée par Polo Coelho :

« Si vous pensez que l'aventure est dangereuse, essayez la routine. Elle est mortelle. »

Bonne rentrée !!! ■

Par Daniel Couriol

Sagesse

1 Estimer correctement son degré d'ignorance est une étape saine et nécessaire.
Hubert Reeves

2 Ceux qui ne font rien ne se trompent jamais.
Théodore de Banville

3 Je n'ai vu aucune raison d'être l'homme le plus riche du cimetière.
Peter Drucker

4 Et si le désir est votre énergie, le plaisir est votre récompense.
Michel Munzenhuter

5 Etablir des mécanismes d'alerte qui transforment l'information en information qui ne peut être ignorée.
Jim Collins



Lisez et faites lire

www.wondima.com



Lansanaya barrage,
Matoto, Conakry.
+224 624249398
666392909

alfaguinee28@gmail.com
https://www.facebook.com/Guinee28
www.guinee28.info

www.focusguinee.info



Site d'informations
Générales et d'Analyses

Suite de la page 8

Au terme d'un cycle triennal remarquablement négocié, il débarque à *L'Indépendant* comme secrétaire de rédaction. Pur produit du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI), Abdoulaye Top Sylla a incarné avec respect l'excellence du journalisme au secrétariat de *L'Indépendant*. Reconnu pour sa rigueur inflexible et sa polyvalence, il était unanimement considéré par ses collègues comme l'un des fervents défenseurs de l'orthodoxie journalistique au sein du Groupe.

«*Au fil de sa carrière, commente Aboubacar Sakho, feu Abdoulaye Top Sylla s'était imposé comme l'une des meilleures plumes de sa génération. Son talent rédactionnel, sa rigueur professionnelle et son engagement dans le métier avaient contribué à faire de lui une figure respectée de la presse Guinéenne.*»

Comme l'a témoigné Sékouba Savané, ancien rédacteur en chef du Groupe de Presse *L'Indépendant - Le Démocrate* et ancien directeur général de la RTG, à la levée du corps, ce vendredi 04 septembre à Sino-Guinéen, le sens du professionnalisme, les qualités rédactionnelles de Top Sylla, l'humilité de l'homme et sa contribution à la formation de nombreux jeunes à travers la correction des textes ainsi que la promotion des valeurs de liberté et de démocratie auraient conférer à notre regretté confrère le tricolore Guinéen.

Quoi qu'il en soit, le nom d'Abdoulaye Top Sylla à travers ses multiples signatures est immortel. Moins attiré par la narration des faits, «*Bah Mamadou a dit ..., Alpha Condé a fait..., Siradiou Diallo promet ou Jean Marie s'attaque..*», Abdoulaye Top Sylla avait une conception très rigoureuse de la profession l'amenant à un style porté sur l'analyse critique des événements et à la confrontation des opinions. Très imaginatif, il s'était notamment illustré dans la création et l'animation de quelques rubriques telles «*rebuts de presse, bévues de presse, jusqu'à preuve du contraire, Top regard etc.*» dans lesquelles le professionnel, avec pédagogie, savait étaler l'étendue de sa grande culture sous des noms de signatures comme Aicha Marguerite, Ngah Bountou, Il ne faut pas draguer etc.

Esprit libre, il le faisait savoir à chaque fois que la situation le lui imposait. Ainsi, pour marquer son désaccord éditorial avec son frère, Aboubacar Sylla, Abdoulaye Top Sylla a plusieurs fois quitté la rédaction de *L'Indépendant*.

En 1996, après un départ, il crée son propre journal «*Sud Infos*».

Dans l'une des premières parutions de ce nouveau, non moins dissident titre, Tibou Kamara, l'un de ses successeurs au secrétariat de *L'Indépendant* et collaborateur circonstanciel, signe un éditorial : «*Sidya Touré vers la démission.*»

Au cours d'une visite, quelques jours plus tard, au ministre du budget et de la restructuration du secteur parapublic du gouvernement d'ouverture, je présente Tibou Kamara en mentionnant cet article qui semble amuser et enchanter Ibrahima Kassory Fofana. Entre le jeune journaliste et le tout puissant ministre, c'est le début d'une idylle dont chacun aura mesuré l'étendue et la portée. Mais, ça c'est une autre histoire.

Pour revenir à notre regretté Abdoulaye Top Sylla, il faut dire que sa carrière a été également une histoire de complicité intellectuelle avec Tibou Kamara. À vrai dire, les deux ont des points de ressemblances. Secrétaires de rédaction de *L'Indépendant / Le Démocrate*, tous les deux ont dit NON et quitté le Groupe pour manifester leur opposition à toute forme d'ingérence ou d'orientation du Patron.

Après une réconciliation autour de notre ami et frère Sékou Condé Ping-pong suite à une brouille aux accents rédactionnels assez violents en 1997 - 98, Tibou Kamara et Abdoulaye Top Sylla cultivent une relation et une collaboration si solide que l'un s'est totalement effacé pour le second. Pour le ministre Tibou Kamara, j'imagine que ce brutal décès est un véritable choc, un effondrement pour nous tous.

Personnellement, Abdoulaye Top Sylla était un sincère ami avec lequel je partageais de nombreux principes et vertus et de la profession et de la vie. Simple, sociable avec une grande humilité, il n'a jamais été porté sur l'argent. Pour lui, l'éthique, la déontologie ne s'achètent pas et la richesse du journaliste était sa crédibilité. Il évitait ainsi et autant que possible les rencontres avec les puissances politiques ou financières.

Les rares fois, avant la longue aventure avec Tibou Kamara, qu'il a accepté d'aller sur le terrain et réaliser des interviews où recueillir des éléments de répliques à un article, nous avons été ensemble.

Alors que sa formation, ses diplômes, ses connaissances lui donnaient également l'opportunité de postuler aux grands emplois, il a préféré sa liberté. Abdoulaye Top Sylla, comme quelqu'un qui a profondément intégré le caractère passager et éphémère de la vie, se contentait de son assiette et de son verre.

Le 14 août 2026, en visite chez moi, Aboubacar Sakho a évoqué son nom. Joint aussitôt sur le portable, nous nous sommes

enquis de son état de santé et promis de passer le même jour ou le lendemain samedi. Cette promesse, malheureusement, n'a pas été tenue.

Contrairement à son frère Alkaly Sylla, qui a tenu à me dire «*Adieu*» à la veille de son Rappel à DIEU, NOTRE CRÉATEUR, par une visite très fraternelle à mon bureau à la 6ème avenue de Sandervalia, Abdoulaye Top Sylla a préféré nous éviter l'effet d'une désagréable surprise.

Sa disparition, après celle du doyen Souleymane Diallo, Abdoulaye Sankara Abou Maco,

Albassirou Diallo El Bechir en cette année particulièrement terrible de 2026, amplifie le vide au sein de la grande famille de la presse Guinéenne, qui perd en lui un repère moral et un professionnel d'exception.

L'hommage de personnalités politiques, artistiques et médiatiques comme Kiridi Bangoura, Justin Morel Junior, Yaya Sow, Issa Condé, Jean Baptiste Williams, Fodé Tass Sylla Tabouna Sylla, Amadou Diouldé Diallo Ibrahima Sory Traoré, Mohamed Kanta Soumah, Ibrahima Diallo, Abdoulaye Madiariou Barry, Talibé Barry, Drizo Yan-

sané, Ibrahima Bangoura Rizo et tant d'autres témoignent la dimension humaine de l'illustre professionnel.

En cette circonstance douloureuse, j'ai une pensée émue pour sa brave épouse, Mama Baldé, son frère Aboubacar Sylla, ses sœurs Aicha et Aminata Sylla

VEUILLE ALLAH, NOTRE CRÉATEUR, accepter l'âme de Top Sylla Abdoulaye dans son éternel Paradis. Amen. ■

Par Abdoulaye Condé, journaliste

La Guinée prend la tête de la PRA-UEMOA et promet une régulation d'accompagnement



Boubacar Yacine Diallo élu le 1er septembre 2026 à la tête de la PRA-UEMOA-Guinée. (© DR)

La Guinée présidera pendant deux ans la Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée, la PRA-UEMOA. Le président de la Haute Autorité de la Communication, Boubacar Yacine Diallo, a été élu le 1er septembre 2026 à la tête de la Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel des pays membres de l'UEMOA et de la Guinée (PRA-UEMOA-Guinée). Cette élection s'est déroulée à Conakry lors de la clôture de la 12e Assemblée générale de l'organisation, qui s'est tenue du 31 août au 1er septembre 2026.

À l'issue de son élection, il a dédié son mandat à la presse guinéenne. Et remercié le président de la République, le

général Mamadi Doumbouya, pour son soutien à la HAC. Devant ses pairs, le nouveau président de la PRA-UEMOA a mis en avant le bilan de ces dernières années.

Selon lui, c'est sous la présidence du général Doumbouya que l'organe de régulation, créé il y a 32 ans, a pu poser les bases d'un dialogue direct avec les journalistes et les responsables de médias.

«*Nous voulons une régulation qui accompagne les médias plutôt qu'une régulation essentiellement fondée sur la sanction*», a-t-il martelé.

Une ligne qui marque la rupture avec les pratiques du passé et qui devrait guider son mandat de deux ans.

Boubacar Yacine Diallo prend la présidence de la PRA-UEMOA à un moment charnière. Le paysage médiatique ouest-africain évolue vite. Les plateformes numériques s'imposent. Les fausses informations circulent. Les modèles économiques des médias traditionnels vacillent. La Guinée devra donc coordonner les régulateurs de 9 pays sur les nouveaux défis notamment de désinformation en ligne, d'éthique des influenceurs, d'accès à l'information, d'indépendance des rédactions.

Avec cette élection, la Guinée récupère une voix importante dans la régulation régionale de l'audiovisuel. Reste à voir si la doctrine du «*dialogue d'abord*» fera école dans l'espace UEMOA. ■



Libre Tribune / Par Rico Moïse

Industrialiser la musique guinéenne: au-delà de la redistribution, construire un écosystème



Rico Moïse. (© DR)

Le talent guinéen rayonne, mais l'incurie structurelle le condamne à la précarité. Dans cet extrait tiré de ses *Notes d'analyse critique et prospective*, Rico Moïse interpelle décideurs, acteurs du secteur et nouveaux parlementaires. C'est un plaidoyer pour que la Guinée cesse de confondre célébration du passé et structuration de l'avenir. Bonne lecture !

Extrait des Notes : Analyse critique et prospective pour la structuration des artistes, mécènes et opérateurs culturels en Afrique de l'Ouest

Depuis avril 2026, le Bureau Guinéen du Droit d'Auteur a remis un montant historique aux mains des artistes, 13,64 milliards de francs guinéens. C'est un événement sans précédent pour le secteur. Tout le monde s'en réjouit. Mais regardez de plus près et quelque chose cloche. L'État a fait ce qu'il devait faire. Il a collecté et redistribué les droits d'auteur. C'est louable, oui. Mais cet accomplissement cache quelque chose de plus grave, une paralysie stratégique. Pendant que la machine administrative s'améliore, l'écosystème qui devrait vraiment porter les artistes vers une carrière viable reste fragmenté, informel, livré à des amateurs sans aucun statut professionnel.

La Guinée et l'Afrique de l'Ouest en général confondent deux choses qui n'ont rien à voir, la stabilisation avec la structuration. On pense que payer les droits d'auteur suffit à créer une industrie. C'est une erreur coûteuse.

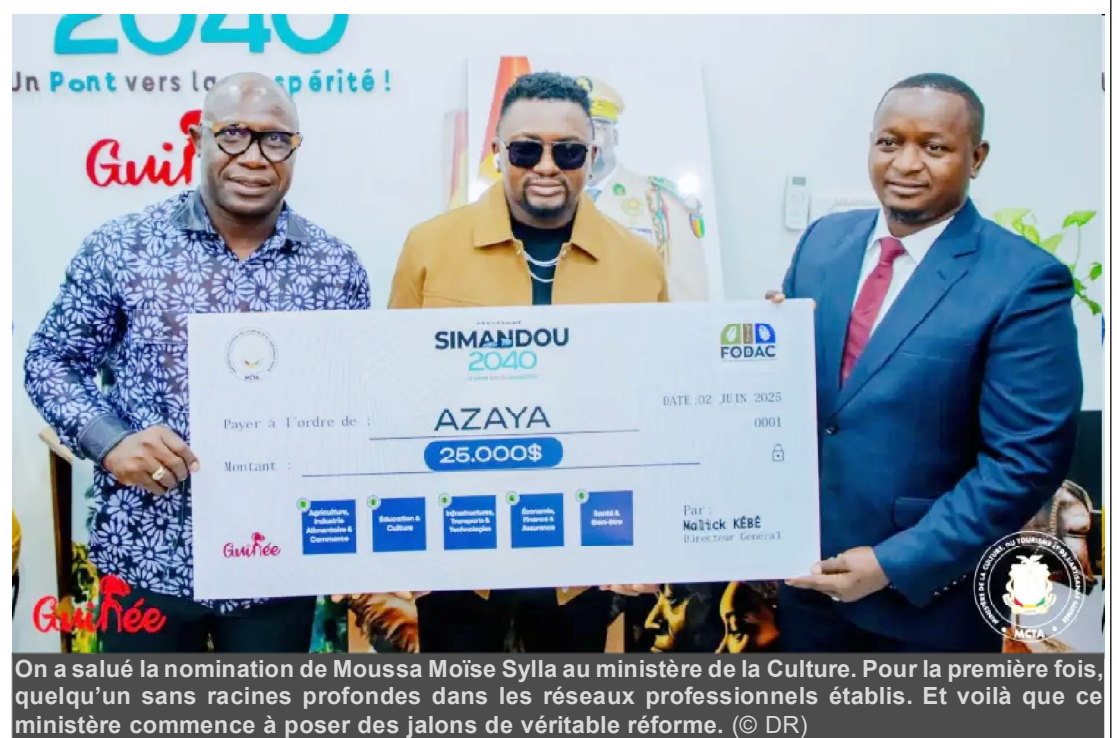
1. L'État paie. L'artiste survit. Le secteur stagne.

Personne n'aime l'admettre,

mais c'est la vérité. De nos jours, percevoir ses droits d'auteur ne suffit pas à vivre de son art. Un artiste qui dépend entièrement des droits d'auteur est à la merci de chaînes de collecte lointaines. Radio, télévision, télécoms, plateformes numériques. Et les revenus ? Ils arrivent tard, très tard, parfois 18 mois après. Quand ils arrivent, c'est du collectif, difficile à tracer, fragmenté par catégorie. Même en Côte d'Ivoire où la machine tourne depuis plus longtemps, les artistes ne vivent pas de droits seuls.

Ils survivent de la scène. Des tournées. Des partenariats de marque. De la synchronisation pour des films. De l'enseignement. De la production pour d'autres artistes. C'est un écosystème commercial autour de leurs talents, pas une redistribution passive gérée par l'État.

En Guinée, cet écosystème n'existe tout simplement pas. Oui, on parle de construire des salles de concert. Mais à part le Palais du Peuple qui n'est même pas aux normes de sécurité, par manque d'issues de secours lorsqu'on est dans les loges d'artiste et le sous sol il n'y a rien. Rien de vraiment professionnel adaptées aux scènes de spectacle à l'image des salles Eko Convention Centre du Nigeria et The O2 qui est la plus grande salle de concerts de Londres qu'ont respectivement une capacité de



On a salué la nomination de Moussa Moïse Sylla au ministère de la Culture. Pour la première fois, quelqu'un sans racines profondes dans les réseaux professionnels établis. Et voilà que ce ministère commence à poser des jalons de véritable réforme. (© DR)

6000 et 5600 spectateurs. Pas de tourneurs professionnels, pas d'agents reconnus, pas de contrats standardisés, pas de couverture sociale élargie aux équipes. Le comble, le Code du Travail guinéen ignore complètement le statut de l'artiste.

Les talents en Guinée. Bien au-delà de la musique urbaine

À l'ère du numérique, on a pris l'habitude de réduire la scène musicale guinéenne au rap et à la musique urbaine. C'est une erreur. Le rap, oui, c'est un vivier intarissable depuis deux décennies. Mais regardez plus loin. Plusieurs artistes guinéens ont réussi à changer de registre musical. Sia Tolno, Queen Rima, Soul Banks, Banlieuzart. Ils ont commencé auprès de la jeunesse, puis ils ont élargi. Ils ont réussi à séduire la classe d'adultes, 40 à 70 ans, qui au départ ne s'y intéressaient pas du tout. Cela montre quelque

chose d'important, que ces artistes n'attendent que le soutien d'une vraie infrastructure pour exploser. Ils ont le talent. Ils ont le public. Il leur manque juste le cadre.

2. Le réseautage absent. Pourquoi les mécènes et opérateurs ne font pas métier

La Guinée a les briques de base. En octobre 2025, seize acteurs culturels ont suivi une formation en Musique Assistée par Ordinateur à la Cité des Arts de Ratoma, au FODAC et au Centre Culturel Franco-Guinéen. Depuis, des initiatives sortent du bois. Des laboratoires de création. Des formations ponctuelles. Des showcases numériques. Le problème ? Chacun reste isolé. Personne ne communique avec les autres. Aucun n'alimente un véritable circuit commercial. L'État, lui, a créé un cadre juridique. La Loi d'Investissements de 2016 déclare les industries créatives comme secteur prio-

ritaire. Le décret de janvier 2022 divise le ministère de la Culture en services spécialisés. La Loi 2019/0028 renforce la propriété littéraire et artistique. Mais les textes restent sur le papier.

Bien qu'existe une association des managers de Guinée, aucun guichet administratif ne dit aux jeunes agents comment devenir manager agréé. Bref aucune instance ne formalise les accords entre mécènes, artistes et opérateurs avec la légalité qu'ils méritent. Résultat...Notre pays produit des artistes de talent. ElbaLux, Sheba Queen, Straker, Third, AK, Maxim BK, Sirani Cissoko et tant d'autres. Mais ils se retrouvent dans le vide, livrés aux amateurs.

Les rares mécènes sérieux n'ont aucun cadre pour formaliser leur soutien pendant que des opérateurs culturels revendiquent un statut qui n'existe nulle part.

Suite à la page 11

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Suite à la page 11

Les acteurs de premier plan. Une occasion manquée de structuration

Nous avons vu plusieurs acteurs majeurs du secteur culturel accéder à des positions ministérielles en Guinée. Bill de Sam, artiste de premier plan de sa génération, a occupé le poste de Ministre en charge de la Culture, de même que Fodéba Istou Keira, grand promoteur, A aussi franchi le pas, feu Ahmed Tidiane Cissé, homme de lettres respecté, a dirigé le portefeuille de la Culture. Et puis il y a les autres aux rangs desquels l'on peut citer Sansy Kaba, Malick Kébé, Tidiane Soumah, Sitanium Cissé, Aboubacar Mamadou Camara, Mathieu Moussa Kourouma, Youssouf Decazy, Sékouba Kandia Kouyaté, etc. Tous des acteurs de premier plan du secteur culturel.

Ces trajectoires auraient pu être des points de bascule. Des occasions de restructurer le secteur de l'intérieur. Mais en observant les faits, c'est dur à accepter, ces professionnels du secteur, malgré leur talent reconnu, sont passés à côté de l'occasion structurante. Aucun n'a porté une réforme systémique de sa corporation d'origine. Les artistes n'ont jamais été aussi lésés que sous leurs mandats. Le secteur n'a pas fait la transition vers la professionnalité.

C'est une leçon amère mais utile. Les professionnels du secteur ne sont pas forcément les meilleures personnes pour le transformer. Ils portent les réflexes, les alliances, les habitudes du métier qu'ils ont connu. Le changement systémique demande une autre posture. Celle d'un novice qui remet en question les pratiques établies. Ou celle de quelqu'un qui n'a pas d'intérêt personnel dans le statu quo.

C'est pour cette raison qu'on a salué la nomination de Moussa Moïse Sylla au ministère de la Culture. Pour la première fois, quelqu'un sans racines profondes dans les réseaux professionnels établis. Et voilà que ce ministère commence à poser des jalons de véritable réforme. Des réformes qui ont commencé à épanouir progressivement les artistes guinéens. Le chemin est long, mais au moins le départ est clair et visible. Parfois, le changement sectoriel requiert des outsiders.

3. Les festivals disparus. Quand l'absence de modèle économique tue l'ambition

Le festival Anènè avait créé un pont entre la Guinée et l'Hexagone. Le festival doyen, Le Rap Aussi avait également généré un réseau, un savoir-faire. Et puis tout s'est arrêté. Les initiateurs sont partis à l'administration. Les bénévoles se sont dispersés. Personne n'a repris le flambeau. Donc voilà, on se retrouve avec des initiatives ponctuelles, sans continuité, sans structure. Des initiatives qui ont brillé quelques années avant de disparaître des radars. Pourquoi cela arrive-t-il partout ?

C'est simple, à Conakry comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, un festival sans modèle de revenus c'est une hémorragie. Les équipes qui les animent n'ont pas de salaire. Les sponsors cherchent une belle image pour six mois. Pas un engagement de trois ans. Les mélomanes, fans et grand public applaudissent, mais jamais ils ne convertissent cela en budget récurrent.

Regardez Abidjan tout près en Côte d'Ivoire, le pays n'a pas trouvé de formule magique. Mais elle a accepté une réalité, celui de fonder un espace de festival durable comme une entreprise. C'est bien le cas du MASA, FEMUA, et tout récemment Mother Africa festival. Il faut des sponsors qui s'engagent sur plusieurs années. Des partenariats public-privé avec de clauses claires. Une équipe payée en permanence. Un flux de revenus prévisible autour des tickets, concessions, droits de brassage, données spectateurs à monétiser.

La Guinée attend que les festivals se fassent par passion. Et puis elle s'effondre quand la passion épuise l'énergie. Elle oublie quelque chose d'élémentaire. La passion nourrit l'art, mais pas l'artiste. Seule l'industrie le fait.

4. Le contexte ouest-africain. Pourquoi la Guinée rate le coche

La Côte d'Ivoire est devenue la capitale musicale de la francophonie. Pas grâce au talent, même si le talent y est. Mais grâce à l'infrastructure. Abidjan a accueilli en 2022 le premier Salon des Industries Musicales d'Afrique Francophone. Tous y convergent, labels, distributeurs, artistes, médias, tourneurs, presse, influenceurs, sponsors. Le coupé-décalé s'exporte parce que des équipes professionnelles le portent. Le zouglou perdure parce qu'une industrie le soutient. Le Sénégal a validé en mars 2024 cinq textes d'application d'une Loi portant Statut de l'Artiste. Cela veut dire que le musi-

cien sénégalais a un statut légal. Il a une couverture sociale. Il a des droits du travail clairs. La Guinée rêve de cela sans l'écrire, c'est en cela nous invitons les députés de la nouvelle assemblée nationale à plus de réflexion pour combler ce vide. Le Nigeria n'a besoin de parler de rien. Lagos et ses milliers de studios parlent à sa place. L'Afrobeats a exporté des artistes au-delà de l'Afrique parce qu'elle combine talent, production de qualité mondiale et entrepreneurs culturels qui connaissent le show-business international.

La Guinée a l'héritage. Bem-beya Jazz, Kéléligui et ses Tambourinis, Balla et ses Baladins, etc. Elle a une jeune génération talentueuse avec des traditions mandingues que le monde entier observe. Mais elle confond patrimoine avec marché. Le patrimoine se célèbre. Le marché, lui, s'organise, s'exporte, se monétise.

Redéfinir le rôle du BGDA, de la redistribution passive au soutien structurel

Le Bureau Guinéen du Droit d'Auteur en tant qu'organisme de service public s'est concentré sur une seule mission celle de collecter et redistribuer les droits d'auteur. C'est louable. C'est nécessaire. Mais c'est loin de suffire. L'État a créé un cadre de redistribution. Il n'a pas créé les conditions d'une industrie viable.

D'abord le BGDA doit élargir son assiette de financement et son champ d'action pour devenir un instrument réel de soutien structurel. Cela passe par trois leviers.

Ensuite, la gestion d'une assurance santé pour les artistes. Un des déficits majeurs du secteur culturel guinéen, c'est l'absence de protection sociale. Sauf une minorité qui avait un statut salarié à l'époque du premier régime quand les orchestres étaient dans l'administration publique, les artistes travaillent sans contrat, sans couverture maladie, sans système d'épargne. Le BGDA pourrait capitaliser sur les droits d'auteur qu'il redistribue pour financer une couverture santé collective pour tous les artistes déclarés et leurs familles. Cela donnerait une sécurité aux artistes en cas de maladie ou d'accident. Cela stabiliserait aussi le secteur : un artiste soigné et assuré peut produire durablement.

Enfin, la collecte des taxes numériques à la frontière. La Guinée importe massivement des contenus musicaux numériques. Des clés USB, des dis-

ques durs, des fichiers vendus en ligne via des plateformes étrangères. Ces importations génèrent des revenus pour les distributeurs étrangers. Très peu revient en Guinée. Le BGDA pourrait nouer une synergie avec la douane pour percevoir une taxe sur ces entrées numériques. Une redevance que les importateurs paieraient au moment du passage en douane. Cette taxe élargirait l'assiette de revenus de cet organisme public au-delà des seuls frais d'enregistrement. Et cela garantirait que les flux numériques de musique générèrent des revenus pour la structuration du secteur local.

Actuellement, le BGDA gère les droits d'auteur stricto sensu. Il pourrait étendre son mandat. La perception de droits connexes pour les artistes-interprètes et les producteurs de phonogrammes au-delà des simples compositeurs.

L'accompagnement légal des contrats entre mécènes, artistes et opérateurs. La certification de studios d'enregistrement professionnels. Le versement de subventions ou de microcrédits aux jeunes producteurs musicaux. La gestion d'une plateforme de réseautage en ligne où les artistes cherchent un manager, où les mécènes cherchent des projets, où les tourneurs trouvent des artistes. Cet élargissement transformerait le BGDA en véritable instrument d'une politique de structuration. Plus seulement un guichet administratif de redistribution.

Structurer la production. Les cinq mesures de professionnalisation

Plusieurs observateurs du secteur partagent le même diagnostic. La production musicale en Guinée souffre d'une absence d'encadrement professionnel. Des gens qui se réclament du talent artistique sans aucun professionnalisme envahissent le milieu culturel. Cela nuit aux artistes. Cela nuit à l'image du pays à l'international. La culture guinéenne mérite mieux. Cinq mesures concrètes pourraient assainir et formaliser le secteur.

Première mesure : réserver l'ouverture des studios d'enregistrement aux professionnels guinéens qualifiés. Seuls des professionnels reconnus, de nationalité guinéenne, disposant de certifications ou d'une expérience attestée pourraient ouvrir un studio. Cela évite que des ressortissants étrangers sans compétence réelle ne s'enrichissent au détriment des artistes locaux.

Deuxième mesure : imposer la constitution en personne morale de droit guinéen non pas associatif mais plutôt en société type OHADA. L'ouverture d'un studio serait conditionnée à la création d'une structure légale guinéenne, SARL, SA équivalente. Cela crée une trace légale, une responsabilité civile, une obligation de transparence financière.

Troisième mesure : encadrer l'activité de production musicale. Les personnes physiques ne pourraient plus exercer librement. Elles devraient se constituer en société. Cela structure, assainit et organise le secteur durablement. Cela n'exclut pas les petits producteurs, mais les pousse vers la formalisation.

Quatrième mesure : renforcer la taxation des œuvres enregistrées à l'étranger. Une taxation accrue s'appliquerait aux œuvres enregistrées hors de Guinée au moment de la déclaration. Cela crée une incitation économique pour les enregistrements locaux et renforce les revenus du BGDA.

Cinquième mesure : conditionner la déclaration des œuvres à un quitus fiscal. Toute déclaration auprès du BGDA serait accompagnée d'un quitus fiscal du studio d'enregistrement et du producteur. Sans ces documents, aucune œuvre ne pourrait être enregistrée ou diffusée. Cela crée une incitation à la formalisation fiscale.

L'objectif de ces cinq mesures est simple : doter la Guinée d'une industrie musicale forte, bien organisée, assainie des amateurs et des opportunistes. Toutes fois, la Guinée s'est concentrée sur une mission faire fonctionner le Bureau Guinéen des Droits d'Auteurs comme redistributeur de droits. C'est louable, certes nécessaire mais insuffisant.

L'État peut établir des règles. Il peut payer les créanciers. Il ne peut pas créer les marchés. Car seul le secteur privé structure un marché. En Guinée comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, l'État a d'ailleurs été le mécène par excellence. Il offre des maisons, des véhicules, des billets d'avion aux artistes. C'était sa posture traditionnelle. Mais cela ne crée pas une industrie.

Or, on attend que la redistribution des droits crée une économie. Ce n'est pas du tout ainsi que fonctionne l'économie créative.

Voici comment ça marche vraiment un tourneur propose un circuit de salles. Un artiste y joue. Les revenus du concert constituent le vivier principal.

Suite de la page 12

le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Suite de la page 11

Les droits d'auteur assurent la sécurité sociale. Les sponsorships alimentent la production. On pense souvent que la redistribution des droits crée ce circuit. Ce n'est pas aisé. Il faut d'abord créer le circuit à travers la disponibilité des salles, les tourneurs, les sponsors formés. Ensuite, la redistribution des droits en sera le filet de sécurité. L'État doit-il se retirer ? Non ! Mais il doit changer de rôle. Passer de payeur à facilitateur. Cela signifie écrire un Code de l'Artiste avec un vrai statut, une couverture sociale, une imposition clarifiée. Instaurer un cadre fiscal du mécénat, où les entreprises qui investissent dans la culture bénéficient de déductions d'impôts. Subventionner l'infrastructure des salles, les studios. Laisser les mécènes, les tourneurs, les agents faire leur métier sans ingérence politique.

Vers la professionnalisation des mécènes et opérateurs

Le mécène de talent existe en Guinée. Mais l'opérateur culturel, lui, n'existe pas comme catégorie légale. Un promoteur de concert se déclare lui-même. Il n'a aucune accréditation, aucune obligation de transparence, aucune assurance. Le festival naît de sa volonté personnelle et meurt avec elle.

Pour vraiment professionnaliser le secteur, trois éléments manquent. D'abord, un label d'agrément. Quiconque veut devenir manager, agent, tourneur ou organisateur culturel doit suivre une formation minimale, obtenir une certification, accepter des obligations de transparence financière, d'assurance, de clauses de sortie définies. Cela élimine les prédateurs et les amateurs.

Ensuite, des contrats-types. Le BGDA ou le ministère de la Culture devrait publier des modèles de contrats : mécène-artiste, manager-artiste, tourneur-artiste. Chacun clarifie les droits, les obligations, les durées, les clauses de rupture. D'autres pays avancés ont fait cela. La Guinée peut copier, adapter, et laisser le marché librement utiliser ces templates.

Et puis, une plateforme de réseautage. Un endroit où artistes cherchant un manager rencontrent des managers. Où mécènes cherchant des projets trouvent des artistes. Où tourneurs cherchant des artistes dialoguent avec eux. Où festivals cherchant des partenaires les trouvent. Cela existe ailleurs : souvent publique, subventionnée, laissant le marché faire le reste.

Ainsi, un artiste viable n'a jamais une seule source de revenus. Il en combine plusieurs. Les revenus de scène : concerts, tournées, festivals. C'est de 40 à 60 pour cent du total. Les droits d'auteur de radio, TV, télécoms, streaming. De 15 à 25 pour cent. C'est du revenu



La musique guinéenne reprend sa place sur l'échiquier international. Sur cette image, Queen Rima, lauréate du Prix Découvertes RFI. (© Le Populaire)

différé, collectif, qui sert de sécurité sociale. La synchronisation pour les films, les publicités, les séries, les jeux vidéo. De 10 à 15 pour cent. Les partenariats de marque, les sponsorships, les collaborations. De 10 à 20 pour cent. Et puis l'entrepreneuriat culturel : produire pour d'autres, enseigner, gérer un studio, créer un label. De 5 à 15 pour cent.

Aucune de ces sources seule ne suffit. Ensemble, elles forment un écosystème résilient. Comment un artiste guinéen sort-il de Conakry ? Pas en postulant seul à des festivals européens. En passant par un réseau de bookers et de tourneurs régionaux et internationaux reconnus. Ces professionnels cherchent des artistes qui ont déjà une présence locale. Des albums publiés, des concerts validés, des audiences mesurables. Ils veulent aussi un point de contact fiable. Un agent ou un label capable de négocier, de produire des photos, des vidéos, des bios, de gérer les détails logistiques.

En Guinée, cela n'existe presque pas. Queen Rima à travers Ouria Music est un des très rares à se compter au bout des doigts d'une main. Elle a dû s'appuyer sur des réseaux à RFI, sur des ressources personnelles à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour réaliser son circuit. Un label ou une agence guinéenne compétitive aurait une présence web en trois langues, un portfolio d'artistes, un track record de tournées, des relations avec les bookers d'Afrique, d'Europe et du monde.

L'État pourrait encourager le type de label à l'image d'Ouria Music. Subventionner un Bureau de Booking Guinéen qui représente les artistes auprès des tourneurs régionaux et internationaux. Accorder des visas culturels simplifiés aux tourneurs étrangers. Créer des résidences d'artistes pour que les équipes de production internationale viennent enregistrer ou tourner. Exonérer de TVA l'import et l'export de matériel musical et technique.

Les cinq réformes d'urgence

Première réforme : adopter une Loi portant Statut de l'Artiste, comme au Sénégal qui a validé son texte en février 2024. Deuxième réforme : créer un cadre fiscal du mécénat, inspiré de la Loi Léotard française. Troisième réforme : instituer une plateforme publique de réseautage pour les artistes, les mécènes, les tourneurs, les festivals. Quatrième réforme : mettre en ligne des contrats-types pour manager-artiste, mécène-artiste, tourneur-artiste. Cinquième réforme : encourager la création d'autres labels et instituer un circuit de reconnaissance pour les opérateurs culturels professionnels.

Les musiciens guinéens ont amorcé depuis un an une réflexion sur la création d'un syndicat à travers l'UNAMGUI. Cela doit advenir et s'institutionnaliser. Mais pas comme une plainte collective. Comme un outil de négociation collective avec l'État.

Le syndicat doit défendre trois choses. Le droit collectif à un statut légal. Une véritable Loi de l'Artiste. L'accès équitable aux ressources publiques : subventions, résidences, formations. La transparence du BGDA : rapports semestriels publics, audits externes, représentation artistique au conseil d'administration.

Mais les artistes doivent aussi faire preuve d'initiative. Ne plus attendre l'État pour sortir de Conakry. Prendre contact avec des agents, des tourneurs, des labels régionaux. Former des collectifs : pas un artiste seul contre mille agents, mais une coopérative de jeunes musiciens payant ensemble un agent et un tourneur.

Documenter chaque sortie, chaque collaboration. C'est votre portfolio auprès du monde. Refuser les contrats verbaux. Insister pour du papier. Cela vous protège et vous professionnalise.

5. Conclusion. L'industrie ou l'extinction

La Guinée a tous les éléments

pour construire une industrie musicale compétitive en Afrique de l'Ouest. Elle a l'héritage. Elle a les talents émergents. Elle a commencé à assainir la gestion collective des droits.

Mais elle confond sécurité avec viabilité.

Payer les artistes c'est bien. Leur créer un écosystème c'est mieux. L'État a fourni l'argent jusqu'à présent. Il doit maintenant fournir la structure. Les mécènes, les tourneurs, les agents viendront remplir cette structure. Mais elle doit d'abord exister.

Sans cette construction, la Guinée continuera à produire des talents qui s'exportent ailleurs. Avec elle, elle peut devenir un carrefour de la création ouest-africaine. Ce qu'Abidjan est pour la Côte d'Ivoire. Ce que Lagos s'apprête à être pour le Nigeria. Le moment n'a jamais été aussi critique. Et l'opportunité jamais aussi claire. ■

Par Rico Moïse

© 2026. Analyse critique et prospective du secteur culturel guinéen et ouest-africain

Chine

Le système d'évaluation de l'efficacité de la communication de Xinhua publie un rapport sur les narratifs relatifs à l'APEC

SHENZHEN, 5 septembre (Xinhua) -- Le système d'évaluation de l'efficacité de la communication de Xinhua a rendu public samedi lors du Forum des médias de l'Asie-Pacifique qui s'est déroulé à Shenzhen, dans la province chinoise méridionale du Guangdong, les versions chinoise et anglaise d'un rapport donnant un aperçu des narratifs relatifs à l'APEC.

Intitulé *Partager des récits inspirants de la région Asie-Pacifique, contribuer aux solutions constructives de la Chine* — *Aperçu des narratifs relatifs à l'APEC basé sur l'indice de communication Asie-Pacifique*, ce rapport a été élaboré à partir des ressources de données multilingues et des technologies intelligentes de recherche et d'analyse du Système d'évaluation de l'efficacité de la communication de Xinhua.

Le rapport prend en compte la période allant de 2023 au premier semestre 2026 comme cycle de recherche et sélectionne plus de 200 000 échantillons d'informations diffusés par plus de 200 médias grand public de la région Asie-Pacifique.

Le rapport met en place un système d'évaluation quantitative reposant sur quatre dimensions — à savoir l'intensité de la communication, l'étendue de

la communication, la profondeur de la communication et l'attitude de communication — afin d'évaluer l'impact de la communication autour du concept d'APEC dans toute la région, d'identifier les caractéristiques des narratifs et les schémas de communication au sein des médias de la région Asie-Pacifique, et de présenter de manière objective les tendances de l'opinion publique ainsi que l'évolution de la coopération Asie-Pacifique dans ce nouveau contexte.

Le rapport souligne que le modèle de communication sur les thèmes de l'APEC connaît de profonds changements, passant progressivement d'une *communication axée sur les événements des réunions annuelles* à des *discussions régulières fondées sur des valeurs*. Cette évolution répond aux aspirations communes de toutes les

économies en matière de développement, consolidant ainsi efficacement le consensus sur la coopération régionale à long terme et favorisant une large diffusion de la vision de la communauté Asie-Pacifique.

Selon le rapport, l'ouverture, l'innovation et la coopération ont émergé comme thèmes principaux de communication de l'APEC. Parmi ceux-ci, les interprétations approfondies de l'*ouverture* représentent la part la plus importante ; les sujets liés à l'*innovation* dominent par leur taux de croissance ; et la *coopération* bénéficie de la portée la plus large et du consensus régional le plus solide.

Ces trois thèmes se renforcent mutuellement, contribuant ainsi à forger en permanence un consensus sur le développement régional et à créer un climat favorable au sein de l'opinion publique internationale pour la construction de la communauté Asie-Pacifique.

Compte tenu de la complexité du contexte régional, le rapport souligne que l'approfondissement des synergies et la consolidation des efforts de communication des médias de toute la région revêtent une grande importance pratique. La Chine continuera à approfondir le dialogue et la coopération avec les économies de la région Asie-Pacifique, à jeter

des ponts pour renforcer la confiance mutuelle et la communication, et à collaborer avec les médias de la région afin de faire connaître les récits de la région Asie-Pacifique en

matière d'ouverture et d'inclusion, de développement axé sur l'innovation et de coopération gagnant-gagnant, contribuant ainsi à la prospérité durable de la région. ■

Des frappes israéliennes

font 11 morts et 5 blessés dans le sud du Liban

Au moins onze personnes ont été tuées et cinq autres blessées lundi matin dans des frappes aériennes israéliennes dans le sud du Liban, selon l'Agence nationale d'information libanaise (ANI). BEYROUTH, 7 septembre (Xinhua) -- Au moins onze personnes ont été tuées et cinq autres blessées lundi matin dans des frappes aériennes israéliennes dans le sud du Liban, selon

l'Agence nationale d'information libanaise (ANI). L'ANI a rapporté qu'une frappe aérienne israélienne avait détruit un immeuble résidentiel de trois étages à Kfar Remmane. Des équipes de secours des organisations sanitaires locales se sont rendues sur les lieux et ont récupéré les corps de neuf personnes, dont deux nourrissons, tandis que cinq autres personnes ont été blessées.

Par ailleurs, deux secouristes des Scouts Risala islamiques ont été tués par une frappe de drone israélienne dans la ville, a indiqué l'ANI. Ces faits surviennent dans un contexte de tensions persistantes à la frontière libano-israélienne, malgré un accord-cadre signé par le Liban et Israël fin juin et plusieurs cycles de pourparlers sur les dispositifs de sécurité le long de la frontière. ■



VOUS RECHERCHEZ UNE ENTREPRISE FIABLE POUR LE TRANSPORT, LE TRANSIT OU LA LOGISTIQUE DE VOS MARCHANDISES AU SÉNÉGAL ET À L'INTERNATIONAL ?

Le GROUPE TORODO INTERNATIONAL HOLDING (GTI HOLDING) met à votre disposition son expertise pour assurer un service rapide, sécurisé et professionnel.

Importation & Exportation,
Transit et dédouanement rapide,
Transport terrestre & maritime,
Suivi sécurisé des marchandises
Solutions adaptées aux entreprises, commerçants et particuliers

Nous sommes basés à **Dakar**, GTI HOLDING vous accompagne partout au **Sénégal** et au-delà avec efficacité et professionnalisme.



Rue Tolbiac, Dakar, Sénégal

+221 33 842 30 42

+221 71 049 82 70

+221 78 869 46 57

contact@gtiholding-group.com

torrodointernationalholding@gmail.com

www.gtiholding-group.com

TRICYCLE MULTI USAGE

BK**Motor**

MOTEUR :200 CC
CRABOTAGE-
2sieges
CAPACITE :1.6Tonnes

+224 620832972

@BKSTORE 224

Mexique

Dix morts dans une explosion de matériel pyrotechnique durant un festival

MEXICO, 6 septembre (Xinhua) -- Au moins dix personnes ont été tuées et 64 autres blessées samedi soir après l'explosion de matériel pyrotechnique stocké pour les festivités en l'honneur du saint patron à Temascalcingo, dans l'Etat de Mexico (centre), a confirmé dimanche le gouvernement de l'Etat. L'explosion s'est produite dans une église samedi vers 21H30 heure locale (dimanche à 03H30 GMT), a indiqué la même source dans un communiqué. La déflagration a provoqué l'effondrement d'une partie du

toit de l'église et d'un mur adjacent, ensevelissant plusieurs personnes. Huit personnes sont mortes sur le coup et les blessés ont été transportés vers des hôpitaux à proximité, selon les informations disponibles. L'Institut pyrotechnique de l'Etat de Mexico a inspecté le site à la recherche de matériaux explosifs encore actifs et a émis des recommandations à l'intention des spécialistes afin qu'ils les démantèlent et les neutralisent pour réduire les risques. ■

Deux émissaires de Donald Trump vont se rendre à Moscou et à Kiev pour rechercher des solutions au conflit russo-ukrainien

WASHINGTON, 4 septembre (Xinhua) -- Le président américain Donald Trump a annoncé vendredi que deux émissaires américains, Steve Witkoff et son gendre Jared Kushner, vont se rendre à Moscou et à Kiev afin de rechercher des solutions susceptibles de mettre fin au conflit russo-ukrainien qui dure depuis des années. «J'ai envoyé Steve Witkoff et Jared Kushner, deux excellents négociateurs», a déclaré le président américain à la Maison Blanche. «Ils ont fait un travail remarquable et nous les avons envoyés pour voir si nous pouvons parvenir à un accord. Et il pourrait avoir de fortes chances que nous y arrivions». Selon le média en ligne américain Axios, Steve Witkoff

et Jared Kushner devraient s'entretenir samedi avec le président russe Vladimir Poutine au Kremlin, puis rencontrer le président ukrainien Volodymyr Zelensky dimanche. Ces derniers mois, les deux envoyés ont mené des discussions séparées avec des négociateurs russes et ukrainiens, mais peu de progrès ont été obtenus, a précisé Axios. Cette visite devrait par ailleurs constituer le premier déplacement de Steve Witkoff et Jared Kushner à Kiev depuis qu'ils ont pris la tête des efforts de l'administration Trump pour mettre fin au conflit russo-ukrainien. ■

Cap-Vert

Au moins 21 morts dans un accident d'autocar

PRAIA, 6 septembre (Xinhua) -- Au moins 21 personnes ont trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessées après qu'un bus a quitté la route et a dévalé une pente raide samedi soir sur l'île de Fogo, au Cap-Vert, a déclaré un responsable local.

Le président capverdien José Maria Neves avait initialement fait état d'au moins 10 morts avant de revoir le bilan à la hausse à 21 sur les réseaux sociaux. Il a présenté ses condoléances aux familles des victimes. Selon l'agence de presse locale Inforpress, l'accident s'est produit sur la route reliant Cha das Caldeiras à Campanas de Cima, dans les

hautes terres du nord de la commune de Sao Filipe, lorsque le bus a fait une sortie de route et a dévalé une pente raide sur environ 30 mètres. La plupart des passagers étaient, selon les informations disponibles, des jeunes, principalement des lycéens de Curral Grande et de Ponta Verde. Le chauffeur figure parmi les victimes, a rapporté Inforpress.

Les autorités locales d'éducation ont précisé que cette excursion n'était pas organisée par les établissements scolaires. Il s'agissait en fait d'une sortie annuelle organisée à titre privé par le chauffeur pour les élèves qu'il transportait pendant l'année scolaire. Joao José Canuto, conseiller municipal de Sao Filipe chargé de la protection civile, a déclaré que les opérations de sauvetage se poursuivaient sur ce site difficile d'accès et a averti que le bilan pourrait encore s'alourdir. Le bilan définitif des victimes devrait être confirmé une fois l'opération de sauvetage et l'identification des victimes terminées. La cause de l'accident fait toujours l'objet d'une enquête. ■

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais ~~178~~

LES CHAINES D'INFORMATION N°256

LES CHAINES AFRICAINES N°408

LES CHAINES NATIONALES N°9

Sur le bouquet

CANAL+

A partir du 07 Juillet

2025



le populaire



Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.

Mauritanie : cinq morts et cinq blessés dans l'effondrement d'un bâtiment en construction

NOUAKCHOTT, 6 septembre (Xinhua) -- Cinq ouvriers ont été tués et cinq autres

blessés, dont certains grièvement, samedi, dans l'effondrement d'un bâtiment en construction à Maal, dans la région du Brakna, en Mauritanie, a indiqué le directeur régional de la Sécurité civile, Brahim Ould El Kouri.

Le bâtiment, destiné à abriter une station-service, s'est effondré vers 14H30 (heure locale), alors que dix ouvriers se trouvaient sur le chantier, a précisé M. Ould El Kouri à l'issue des opérations de

dégagement. Les blessés ont été évacués vers un centre de santé local.

Dans un communiqué publié samedi soir, le ministère mauritanien de l'Intérieur, de la Promotion de la Décentralisation et du Développement local a indiqué que le président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani avait ordonné la mobilisation des moyens nécessaires pour accélérer les opérations de recherche et de secours et assurer la prise en charge des blessés.

Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine, a demandé au gouverneur du Brakna d'interrompre son congé afin de superviser les interventions sur le terrain. ■



VOUS RECHERCHER UNE ENTREPRISE FIABLE POUR LE TRANSPORT, LE TRANSIT OU LA LOGISTIQUE DE VOS MARCHANDISES EN GUINÉE ET À L'INTERNATIONAL ?

Le GROUPE TORODO INTERNATIONAL HOLDING (GTI HOLDING) met à votre disposition son expertise pour assurer un service rapide, sécurisé et professionnel.

Importation & Exportation,
Transit et dédouanement rapide,
Transport terrestre & maritime,
Suivi sécurisé des marchandises
Solutions adaptées aux entreprises,
commerçants et particuliers

Nous sommes basés à **Conakry**, GTI HOLDING vous accompagne partout en **Guinée** et au-delà avec efficacité et professionnalisme.



Sandervalia, Kaloum, Conakry

+224 614 23 01 65
+224 666 94 42 60
+224 614 22 44 15

contact@gtiholding-group.com
torrodointernationalholding@gmail.com
www.gtiholding-group.com

GTI HOLDING, votre partenaire logistique au cœur du développement de la Guinée.

Confiez-nous vos marchandises, nous nous occupons du reste !

Russie : au moins 11 personnes trouvent la mort dans une avalanche dans le Caucase du Nord

MOSCOU, 7 septembre (Xinhua) -- Au moins 11 personnes ont été tuées, six autres blessées et six portées disparues après qu'une avalanche a frappé un groupe d'alpinistes dans la république russe de Kabardino-Balkarie, dans le Caucase du Nord, a confirmé lundi le ministère russe des Situations d'urgence. Le

groupe comptait 33 personnes au total. Les blessés ont été transférés dans des établissements médicaux locaux, tandis que les équipes de secours poursuivaient les recherches des disparus, a indiqué le ministère dans un communiqué. Les opérations de recherche et de sauvetage en cours sont

entravées par le terrain montagneux difficile et les mauvaises conditions météorologiques, mais les autorités ont déclaré qu'elles se poursuivraient dans la mesure où les conditions le permettent. Le Comité d'enquête de Russie a ouvert une enquête sur cet incident. ■

NOUVEAU

AFRIK Info TV

Désormais **178**

LES CHAINES D'INFORMATION **N°256**

LES CHAINES AFRICAINES **N°408**

LES CHAINES NATIONALES **N°9**

Sur le bouquet **CANAL+**

A partir du 07 Juillet

2025

le populaire

Abonnement

Le Populaire Conakry

Youscribe

<https://www.youscribe.com/lepopulaireconakry/>

Le profil de lepopulaireconakry (x x) sur YouScribe. Retrouvez ses publications, ses dernières activités, sa bibliothèque, ses inscrits, ses profils suivis.